



**JEUDI 13 DÉCEMBRE 2018**

*"Le plus bel aspect de notre civilisation actuelle c'est que nous pouvons acquérir beaucoup plus de connaissances que toutes les civilisations passées."*

- ▶ **A QUAND LE CLASH ?** (Patrick Reymond) p.1
- ▶ **La véritable histoire des limites du pétrole : ce que n'ont pas vu les autres chercheurs** (Gail Tverberg) p.2
- ▶ **Le fantôme du cadeau de Noël** (James Howard Kunstler) p.15
- ▶ **Les 6 légendes les plus têtues (et les plus dangereuses) de l'histoire** (Ugo Bardi) p.17
- ▶ **Capturez le drapeau** (James Howard Kunstler) p.20
- ▶ **Pourquoi est-ce si facile de nous mentir ?** (Ugo Bardi) p.22
- ▶ **Climat: les projets de centrales à charbon en Asie inquiètent le patron de l'AIE** p.24
- ▶ **Un échec des négociations climatiques serait «suicidaire» pour l'avenir de la planète** p.25
- ▶ **La Norvège, ce faux ami de la planète** p.27
- ▶ **Nicolas Hulot confronté à la brûlure du pouvoir** (Michel Sourrouille) p.34
- ▶ **A la COP24, les Etats-Unis jouent les équilibristes** p.35

## SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Wall Street inquiète face à la possibilité d'un nouveau « shutdown ».** (Charles Sannat) p.38
- ▶ **Les bancaires américaines en difficulté** p.40
- ▶ **Mais que se passe-t-il à la Deutsche Bank ?** (Philippe Herlin) p.42
- ▶ **Guerre commerciale sur l'automobile : avantage Chine** (Simone Wapler) p.44
- ▶ **C'est bon. Tout va bien de nouveau. 27ème retournement de veste du mois.** (Thomas Veillet) p.46
- ▶ **Le vrai problème inexploré: faire de la politique autrement.** (Bruno Bertez) p.50
- ▶ **Après le G20, le Conseil européen qui ne sert à rien** (François Leclerc) p.51
- ▶ **Le Premier ministre espagnol (lui) vient d'augmenter le SMIC de 22 %** (Charles Sannat) p.52
- ▶ **Faut-il éviter les survivalistes ?** (Pierre Templar) p.56

<>> <>> <>> <>> (0) <>> <>> <>> <>>

## **A QUAND LE CLASH ?**

12 Décembre 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

Une chose est claire, très claire, l'économie actuelle, basée sur le fossile est condamné. Pas tellement par manque de ressources, mais par manque de ressources économiquement exploitables.

*" Ce sera l'été du mécontentement, pour l'Occident en particulier. Le fait que le populisme soit toujours une force montante parmi ces nations est un indice d'un large scepticisme du public quant au maintien de l'ordre actuel. Pas étonnant que les bureaucraties massivement investies dans cet ordre flippent. Je ne suis pas sûr que M. Trump sache ou apprécie à quel point il représente ces dynamiques dangereuses. "*

Sans doute, le public ignore t'il pourquoi le maintien de l'ordre actuel est impossible, et sur quoi il repose, les uns parce qu'ils ne veulent pas le voir, les autres parce qu'on les bassinent tellement avec le "tout va bien", qu'ils sont incapables de le voir...

Pour certains, on aura le temps. Mais ils se trompent. Comme le prouve le cas EDF en France, un Cartel ne renonce jamais à sa position de Cartel volontairement, que ce soit pour la drogue ou l'électricité.

En dessous de 80 \$ le baril, [les pays producteurs crèvent](#), au dessus, ce sont les économies des pays consommateurs qui crèvent. Les réformes Hollande n'ont en rien crée une croissance économique, ce qui l'a crée, ce sont des prix moindres de l'énergie. Pour les pays producteurs, comme la Syrie, le Venezuela et le Mexique, passer le cap du pic pétrolier est ardu. C'est la guerre, l'inflation et la dislocation de l'état.

**J'avais écrit cela le 26 juin. Qui me dira que ce n'est pas vrai.**

## **La véritable histoire des limites du pétrole : ce que n'ont pas vu les autres chercheurs**

**Par Gail Tverberg 12 mai 2016**

Pendant longtemps, on a supposé que le monde finirait par « manquer » de pétrole et des autres ressources non renouvelables. Au lieu de cela, il semble que ce vers quoi nous nous dirigeons, ce soit une situation de surplus et de prix bas. Qu'est-ce que des gens comme Marion King Hubbert, ou [Harold Hotelling](#), ou la perception populaire de l'offre et de la demande, ont pu manquer ?

L'hypothèse qui sous-tend tous ces modèles est qu'une pénurie va apparaître avant que la consommation finale ne finisse par être sabrée. Entre les années 1950 et 1980, Hubbert a étudié la situation du point de vue d'un géologue, sans comprendre à quel point la disponibilité géologique pouvait être altérée par des prix plus élevés et une technologie plus avancée. Le travail de Harold Hotelling est issu du mouvement écologiste des années 1890–1920, qui craignait de manquer de ressources non renouvelables. La préoccupation est la même chez tous ceux qui utilisent des modèles d'offre et de demande – une offre de combustibles fossiles trop faible par rapport à la demande, en particulier si l'on tient compte des contraintes environnementales.

Presque personne ne réalise que l'économie est un système autoorganisé en réseau. Il existe de très nombreuses interconnexions au sein de ce système. La véritable situation est que lorsque les prix montent, l'offre tend à augmenter elle aussi, parce qu'avec des prix plus élevés, de nouvelles sources de production deviennent exploitables. Et dans le même temps, la demande a tendance à baisser, pour toute une série de raisons :

- Des produits moins abordables ;
- Une moindre croissance de la productivité ;
- Des salaires relatifs plus faibles pour des travailleurs peu qualifiés.

L'écart qui peut se créer entre offre et demande est accru par le rôle surdimensionné que joue la dette dans la fixation des prix des matières premières. Parce que le problème posé par le pétrole est celui de rendements décroissants, accroître la dette devient de moins en moins rentable au fil du temps. Le montant total de dettes risque de se réduire fortement du fait, à la fois, de défauts de crédit et de plans de réduction de la dette, conduisant à des prix du pétrole beaucoup plus faibles, et à de graves problèmes pour ceux qui sont producteurs de pétrole. Les

institutions financières ont tendance elles aussi à en subir les conséquences négatives. Si l'on se contente de regarder les événements passés, la situation semble sans danger, mais c'est loin d'être le cas.



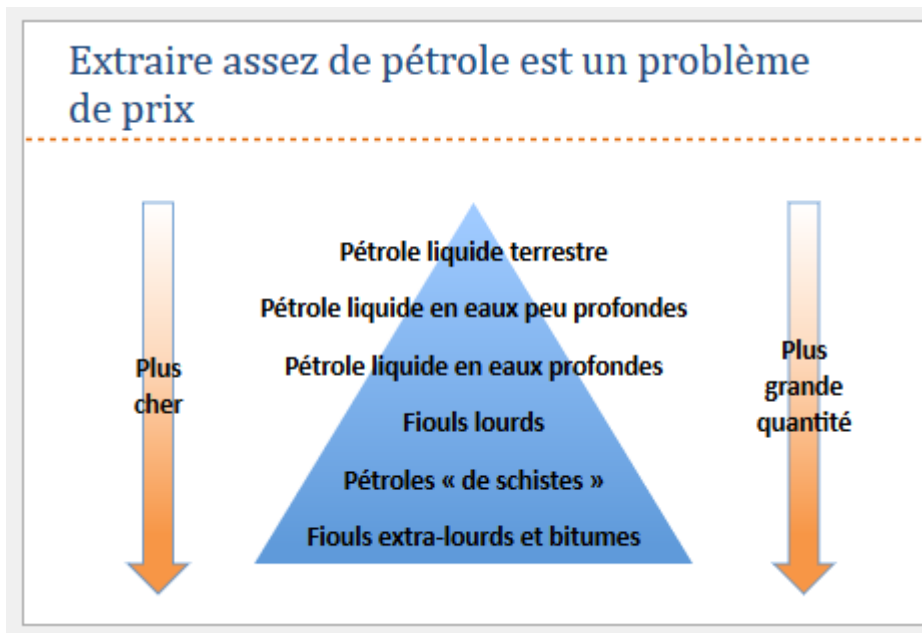
*Figure 1. Par Merzperson, sur le Wikipédia anglais – Transféré du Wikipédia anglais vers le Wikimedia Commons, dans le domaine public : <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=2570936>*

Les substituts au pétrole n'améliorent pas vraiment les choses. Ils ont tendance à n'être exploitables qu'avec des prix élevés et à condition de consommer aussi des combustibles fossiles, y compris du pétrole. Faire tourner le système uniquement sur ces substituts est absolument impossible. Ils aggravent le problème de « *l'offre excédentaire lorsque les prix sont élevés* », sans vraiment répondre au besoin d'une offre bon marché.

### **Pourquoi l'offre tend à augmenter lorsque les prix augmentent**

Pour n'importe quel produit non renouvelable, il existe de nombreuses ressources qui peuvent « plus ou moins » servir de substituts, si le produit non renouvelable est suffisamment cher. Dès lors que l'on peut renchérir énormément le produit, cela dégage des fonds qui vont encourager le développement de technologies plus avancées (et coûteuses).

S'il était possible d'augmenter le prix du pétrole jusqu'à un niveau très élevé, cela rendrait probablement disponible une très grande quantité de pétrole. La figure 2 ci-dessous montre quelques-uns des types de pétrole disponible :



Mon idée de la figure 2 provient du [triangle de ressources en gaz naturel de Stephen Holditch](#) :

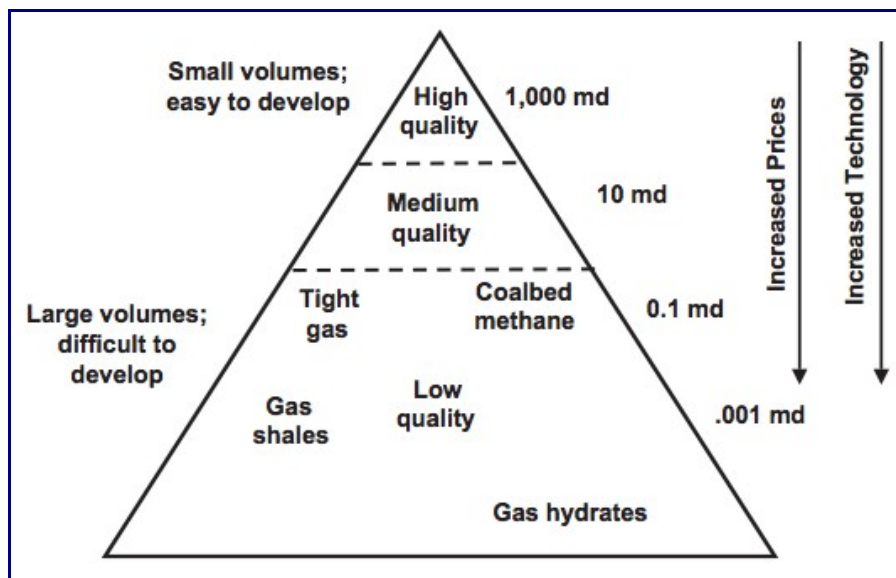


Figure 3. Le triangle de ressources en gaz naturel de Stephen Holditch.

Un triangle de ressources similaire existe pour le charbon (tiré de [National Academies Press: Coal Resource, Reserve, and Quality Assessments](#)) :

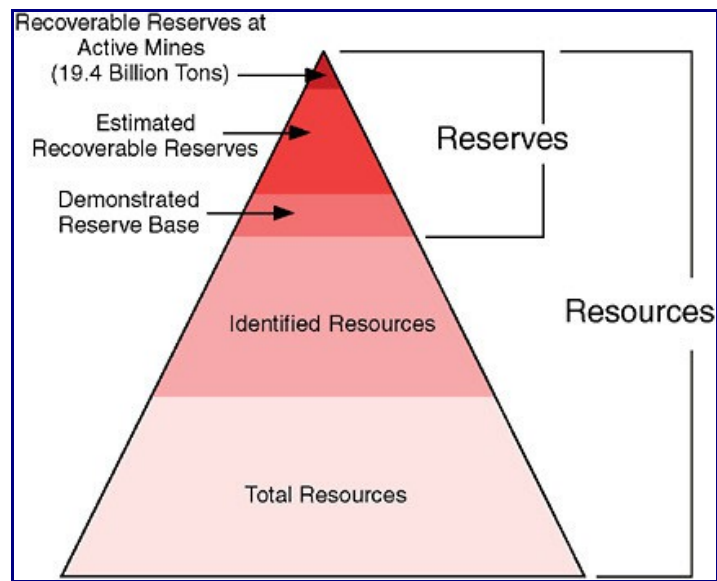


Figure 4. Ressources de charbon en 1997, d'après des données de l'EIA. Image de la [National Academies Press](#).

Parce que la croissance du prix fait croître la disponibilité des ressources, on a plus de chances de récupérer **plus** de pétrole, de gaz naturel et de charbon si leur prix augmente. On associe souvent des prix élevés avec la rareté ; au lieu de cela, des prix élevés ont tendance à **rendre disponible une plus grande quantité de produits énergétiques**.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) illustre différemment la probabilité d'une offre future énorme de pétrole, en supposant que les prix augmentent suffisamment.

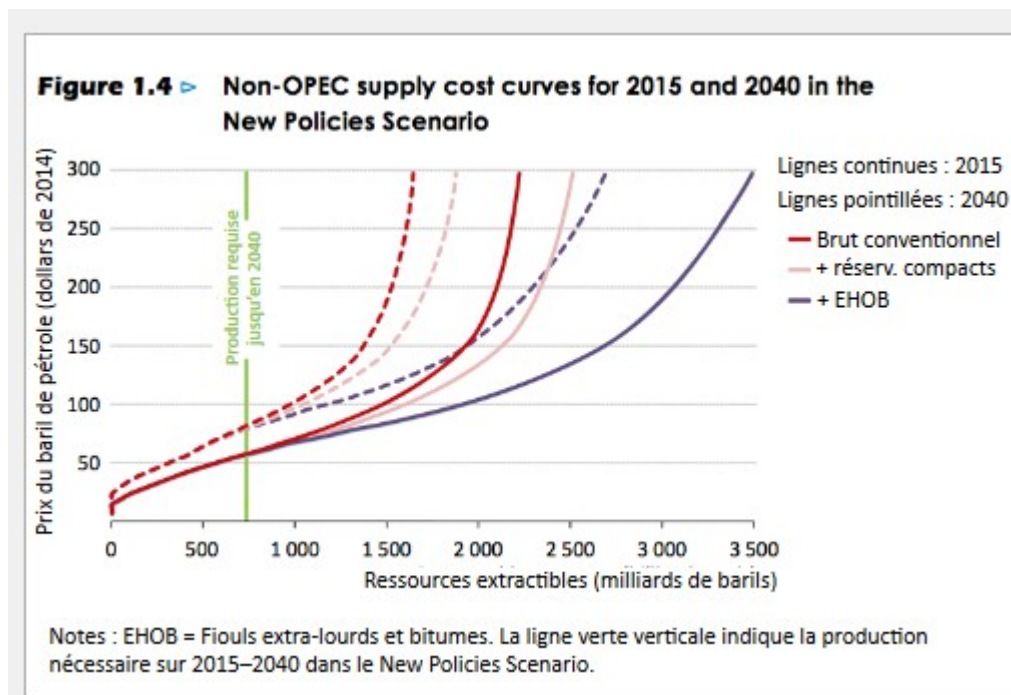


Figure 5. Figure 1.4 du *World Energy Outlook 2015* de l'Agence internationale de l'énergie.

Ce que signifie ce graphique, c'est que, selon l'AIE, le prix du pétrole pourra atteindre les 300 dollars par baril, ce qui offrira au monde entier un pétrole abondant, que l'on pourra extraire

pendant de nombreuses années.

### **Les consommateurs peuvent-ils vraiment se payer des produits énergétiques très chers ?**

À mon avis, la réponse est « Non ! » Avec un pétrole cher, tout ce qu'on produit en consommant du pétrole aura aussi tendance à être cher. Les salaires n'augmentent pas quand le prix du pétrole augmente : la plupart d'entre nous s'en souviennent après la forte hausse que le prix du pétrole a connue entre 2003 et 2008.

À cause de ce problème d'accessibilité financière, la limite à la production pétrolière est en fait une limite au prix. Invisible, on peut représenter par une ligne pointillée. Et comme il est impossible de savoir à l'avance où elle se situe précisément, il est facile de supposer qu'elle n'existe pas.

Le moins cher Le plus cher

Figure 6. Le triangle de ressources, avec une ligne en pointillés indiquant un seuil financier dont la position est incertaine.

### **Un coût d'extraction plus élevé équivaut à des rendements décroissants.**

À mesure que les ressources que nous devons aller chercher sont de plus en plus coûteuses à extraire, l'économie devient, d'une certaine manière, de moins en moins efficace. Nous consacrons une part de plus en plus grande de notre travail humain et de nos autres ressources à extraire des combustibles fossiles, et des minerais de filons de qualité toujours plus mauvaise. En un sens, on pourrait tout aussi bien jeter ces ressources dans un trou et les y enterrer, car elles ne nous permettent plus de faire croître le reste de l'économie. Consommer des ressources de cette manière en laisse moins pour « faire croître » le reste de l'économie. Par conséquent, il faudrait s'attendre à ce que l'économie se contracte quand extraire du pétrole devient de plus en plus cher.

En fait, une contraction économique semble précisément être ce qui se passe quand le prix du pétrole augmente, du moins dans les pays qui importent leur pétrole. L'économiste [James Hamilton a montré que 10 des 11 récessions qui se sont produites après la Seconde Guerre mondiale sont associées à une flambée des prix du pétrole.](#) Selon un [rapport de l'AIE datant de 2004](#), « [...] une hausse continue de 10 dollars par baril des prix du pétrole, de 25 à 35 dollars, se traduirait pour l'OCDE dans son ensemble par une réduction de PIB de 0,4% dans la première et la deuxième année suivant la hausse de prix. L'inflation augmenterait d'un demi-point et le chômage connaîtrait lui aussi une hausse. »

### **Les produits énergétiques jouent un rôle crucial dans l'économie.**

L'activité économique repose sur de nombreux types de changements physiques. Par exemple :

- Utiliser la chaleur pour transformer des matériaux d'une forme en une autre ;
- Utiliser des produits énergétiques pour déplacer des biens d'un lieu à un autre ;
- Déplacer des électrons pour obtenir de la lumière ;
- Déplacer des électrons pour transmettre des informations sur Internet.

En exerçant son propre corps, un être humain n'est capable de restituer qu'environ 100 watts de puissance en moyenne. Il est également très limité dans l'étendue de ce qu'il peut faire : il peut fournir un peu de chaleur, mais pas de lumière, par exemple. Les produits énergétiques lui sont très utiles pour fabriquer des biens d'équipement comme des bâtiments, des machines, des routes, des lignes à haute tension, des voitures ou des camions.

On peut voir les produits énergétiques, et les biens d'équipement que l'on fabrique en consommant, comme des outils qui démultiplient l'énergie humaine. Si la consommation d'énergie par habitant augmente au fil du temps, l'effet de levier du travail humain peut augmenter. En conséquence, les humains peuvent devenir de plus en plus productifs – imaginez de meilleures machines toutes neuves pour aider les hommes à faire leur travail. Quand cet effet de levier fléchit, cela correspond souvent à une récession économique (figure 7).

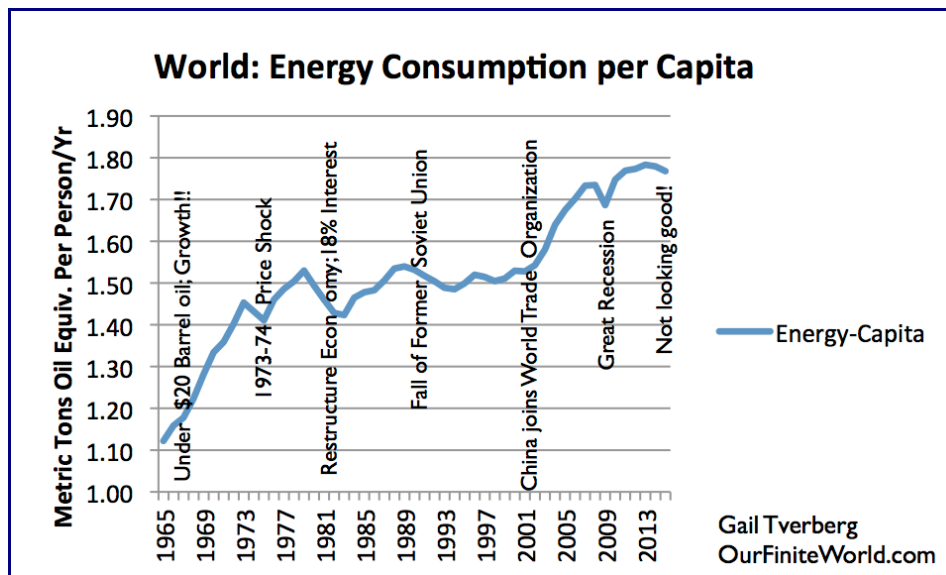


Figure 7. Consommation mondiale d'énergie par habitant, d'après des données du BP Statistical Review of World Energy 2015. Estimation des données pour l'année 2015 et commentaires par G. Tverberg.

**Pour avoir une économie en croissance, le salaire des travailleurs peu qualifiés a besoin de croître.**

En un sens, notre économie est une « économie circulaire », dans laquelle les travailleurs peu qualifiés (c'est-à-dire les travailleurs qui ne font pas partie de l'encadrement, et qui sont peu ou pas diplômés) jouent un rôle central, car ils sont à la fois ceux qui produisent les biens et ceux qui peuvent consommer la production économique. Parce que les travailleurs peu qualifiés si nombreux, leur demande en maisons, en voitures, et en produits électroniques joue un rôle fondamental dans le maintien de la demande économique totale.

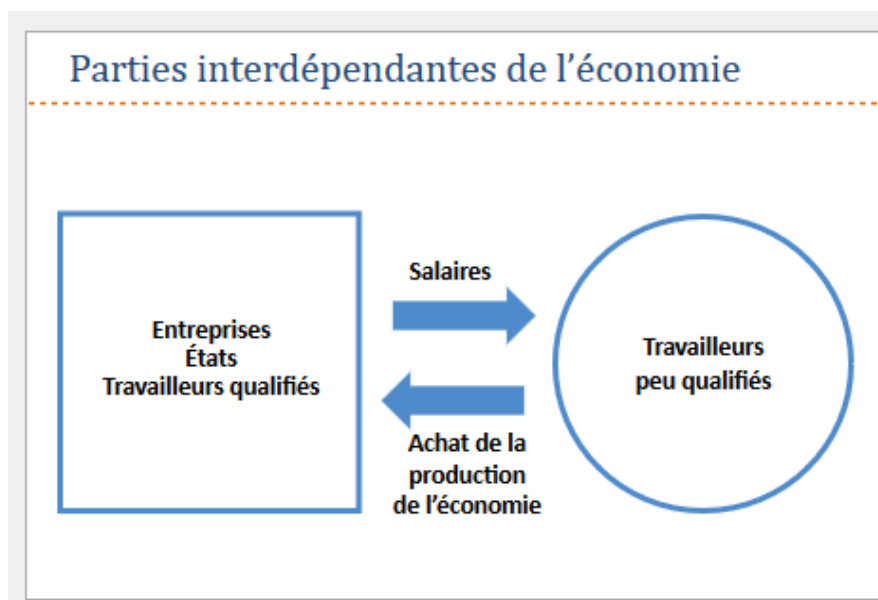


Figure 8. Représentation des deux grandes parties de l'économie, selon l'auteur.

Si le salaire des travailleurs peu qualifiés croît grâce à une productivité accrue, l'économie dans son ensemble peut croître. Si le salaire des travailleurs peu qualifiés diminue ou même stagne (en termes corrigés de l'inflation), l'économie se retrouve en difficulté. Le processus de recyclage n'arrive plus à bien fonctionner.

S'il n'y a pas assez de croissance économique – ce qui est souvent dû à une croissance insuffisante de la consommation d'énergie utilisée pour démultiplier le travail humain – alors un déséquilibre croissant a tendance à croître entre, d'un côté, le secteur des entreprises, des administrations publiques et des travailleurs qualifiés, et, d'un autre côté, celui des travailleurs peu qualifiés. Pour partie, ce déséquilibre salarial provient de la délocalisation des emplois vers les pays à bas salaires. Du fait de cette délocalisation, les travailleurs du monde peuvent de moins en moins se permettre d'acheter les produits qu'eux et les autres travailleurs produisent.

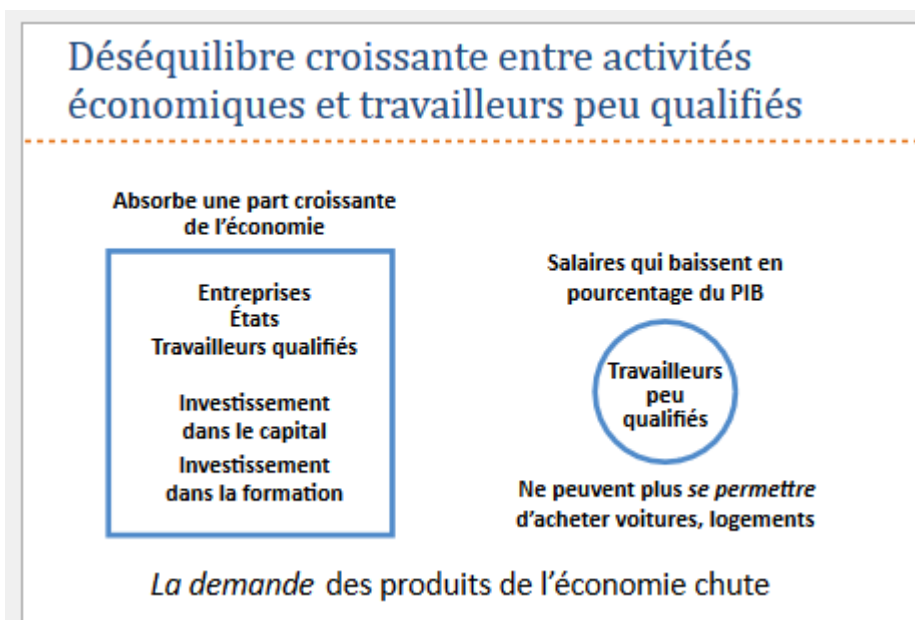


Figure 9. Représentation par l'auteur du déséquilibre qui se produit.

Si les salaires des travailleurs peu qualifiés ne progressent pas suffisamment, il est possible, pendant un certain temps, d'utiliser un surplus de dette pour cacher ce problème. Il suffit de permettre aux travailleurs d'acheter des biens à des taux d'intérêt toujours plus bas, sur des périodes toujours plus longues. Cette stratégie a une fin, que nous semblons être sur le point d'atteindre.

### **La dette est un facteur-clé dans la création d'une économie qui fonctionne en consommant de l'énergie**

L'un des problèmes, généralement négligé, de notre système actuel est le fait que nous ne recevons les bénéfices des produits énergétiques que bien après que ces produits ont été utilisés. C'est particulièrement le cas de l'énergie consommée pour obtenir des investissements en capital, comme des bâtiments, des routes, des machines et des véhicules. Même la formation et la santé représentent des investissements énergétiques dont les bénéfices arrivent bien après que l'investissement soit effectué.

La raison pour laquelle on a besoin de dette (ou de ses substituts proches) est que, si l'on veut pouvoir payer les travailleurs, elle seule permet de *recupérer aujourd'hui les bénéfices futurs que l'on attend des produits énergétiques*. De plus, le recours à la dette permet d'étaler sur plusieurs années le paiement de produits de consommation comme des voitures ou des maisons. Il permet aussi de financer des usines et des biens d'équipement sur toute la période de temps dans laquelle ceux-ci fourniront leurs prestations (voir mon billet intitulé [La dette : le facteur-clé liant énergie et économie](#)).

Lorsqu'on utilise la dette pour récupérer aujourd'hui des bénéfices futurs attendus, le pétrole peut être plus cher, tout comme les autres matières premières. En fait, de manière générale, tous les actifs peuvent être plus chers. Avec un pétrole plus cher, les entreprises peuvent utiliser aujourd'hui les bénéfices futurs qu'elles espèrent tirer du pétrole pour payer les travailleurs qu'elles emploient. Le système fonctionne tant que le prix qu'il fixe ne dépasse pas le bénéfice réel du supplément d'énergie pour l'économie.

Le montant des bénéfices qu'apportent les produits pétroliers à l'économie est déterminé par leurs caractéristiques physiques – par exemple, sur combien de kilomètres ils peuvent faire rouler un camion. Ces bénéfices peuvent augmenter un peu au fil du temps, grâce à une efficacité croissante, mais en général, la physique définit une limite supérieure à cette augmentation. Par conséquent, la valeur du pétrole et des autres produits énergétiques ne peut pas croître sans fin.

### **Utiliser les bénéfices escomptés pour fixer les prix du pétrole risque de conduire à des prix du pétrole qui dépassent leur niveau maximal durable, puis qui s'effondrent**

Un système de fixation des prix du pétrole qui repose sur la dette est différent de ce que la plupart d'entre nous aurait cru possible. Si les salaires des travailleurs peu qualifiés avaient connu une croissance assez rapide (figure 9), il n'y aurait même pas eu besoin d'augmenter la dette, parce que tout le système aurait pu croître grâce au pouvoir d'achat accru des nombreux travailleurs peu qualifiés. Ces travailleurs auraient pu s'acheter de nouvelles maisons et de nouvelles voitures, inclure plus de viande dans leur régime alimentaire, et passer plus de

vacances à voyager à l'étranger, accroissant la demande de pétrole et des autres produits énergétiques, et maintenant donc leurs prix à la hausse.

Comme les salaires des travailleurs peu qualifiés restent à la traîne, il faut une quantité croissante de dette. La figure 10 montre la hausse de la dette rapportée à la hausse du PIB (en incluant la hausse de l'inflation) pour les États-Unis :

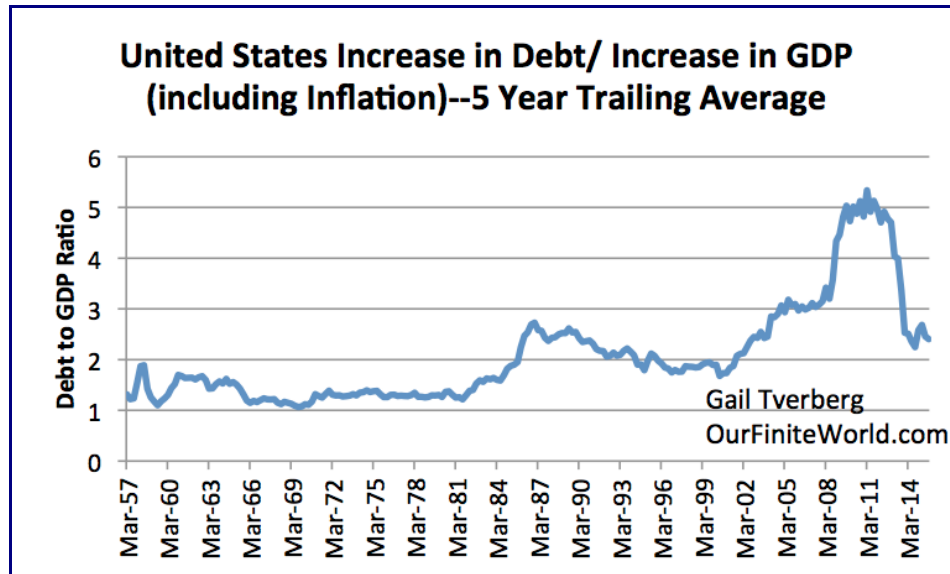


Figure 10. Augmentation de la dette des États-Unis sur une période de cinq ans, divisée par l'augmentation du PIB (inflation comprise !) sur cette même période de cinq ans. Les données de PIB proviennent du Bureau of Economic Analysis ; la dette considérée est la dette non financière, d'après une compilation du BIS pour tous les pays.

Par conséquent, la dette n'a jamais augmenté moins vite que le PIB sur des périodes de cinq ans, même lorsque les prix du pétrole étaient bas, avant 1970. De manière générale, ce schéma suggère que plus le prix du pétrole est élevé, plus il faut créer de dette pour générer un dollar de PIB. C'est quelque chose auquel il faut s'attendre si la croissance économique dépend du nombre de kilowattheures d'énergie consommés, et si des prix plus élevés conduisent à avoir besoin de plus de dette pour couvrir l'achat des kilowattheures d'énergie nécessaires.

**Nous nous heurtons de plein fouet à un conflit entre (1) le coût croissant de la production d'énergie et (2) l'incapacité croissante des travailleurs peu qualifiés à payer pour cette énergie trop chère pour eux.**

Ce à quoi nous nous heurtons de plein fouet, c'est la même chose que ce qui provoque l'instabilité potentielle mentionnée au début de cet article, notamment dans la figure 1. Bien entendu, un tel conflit est susceptible de provoquer des défauts de paiement, dès lors que rembourser la dette avec intérêts devient impossible.

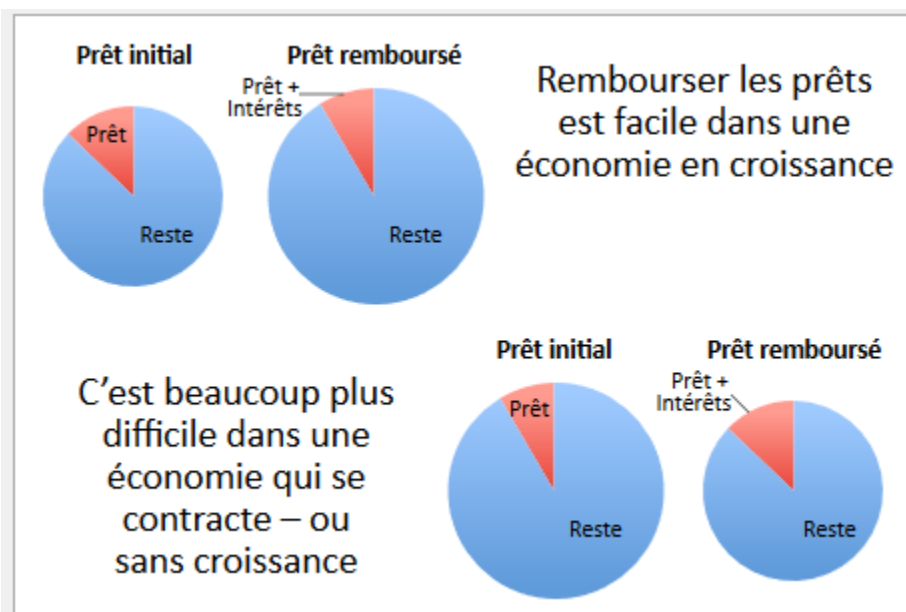


Figure 11. Rembourser les crédits est facile dans une économie en croissance, mais beaucoup plus difficile dans une économie en décroissance.

Dans leur livre universitaire *Secular Cycles*, Turchin et Nefedov ont analysé huit économies agraires qui ont fini par s'effondrer. *Le problème que ces économies ont rencontré était exactement le même que celui auquel nous sommes aujourd'hui confrontés : des salaires des travailleurs peu qualifiés qui chutent en même temps que croît le coût de production des produits énergétiques (c'est-à-dire, à l'époque, la nourriture)*. Des coûts croissants étaient souvent le résultat final d'une population trop nombreuse pour les terres arables disponibles. Il était possible de trouver des solutions de contournement, comme par exemple construire des systèmes d'irrigation ou disposer d'une plus grosse armée pour conquérir un territoire voisin, mais cela avait un coût.

Les problèmes de ces économies devenant de plus en plus aigus, les défauts de paiement sont devenus un gros problème. Les gouvernements ont eu du mal à percevoir assez d'impôts avec la hausse du nombre de travailleurs pauvres. Souvent, le régime alimentaire inadapté des travailleurs les rendaient si faibles qu'ils finissaient par devenir vulnérables aux épidémies. Et souvent, les gouvernements finissaient par s'effondrer.

Dans les économies analysées par Turchin et Nefedov, les prix alimentaires ont connu un pic temporaire, mais on ne sait pas trop si ce fut là le résultat final, vue l'incapacité des travailleurs à payer ces prix élevés. Des défauts de paiement auraient eu tendance à réduire encore davantage la capacité à payer. Il n'aurait donc pas été surprenant que les prix aient fini par devenir bas (par manque de demande) plutôt qu'élevés. Nous savons que l'ancienne Babylone est un exemple d'économie qui s'est effondrée. L'Apocalypse 18:11–13 semble décrire la situation qu'a connue Babylone après son effondrement comme un manque de *demande* :

11 Et les marchands de la terre pleurent et sont dans le deuil à cause d'elle, parce que personne n'achète plus leur cargaison,  
 12 cargaison d'or, d'argent, de pierres précieuses, de perles, de fin lin, de pourpre, de soie, d'écarlate, de toute espèce de bois de senteur, de toute espèce d'objets d'ivoire, de toute espèce d'objets en bois très précieux, en airain, en fer et en marbre,

13 de cinnamome, d'aromates, de parfums, de myrrhe, d'encens, de vin, d'huile, de fine farine, de blé, de bœufs, de brebis, de chevaux, de chars, de corps et d'âmes d'hommes.

### **D'autres éléments de l'histoire des limites au pétrole que les chercheurs n'ont pas vu**

Comme je l'ai mentionné précédemment, la plupart des chercheurs partent de l'idée qu'il y aura bientôt un problème de pénurie d'énergie. Le véritable problème qui tend à faire s'écrouler le système est lié à la pénurie d'énergie, mais il en diffère sensiblement. Il s'agit du fait que fait que lorsque nous consommons de l'énergie, le système génère nécessairement de l'entropie. Cette *entropie prend la forme d'une dette qui croît et d'une pollution accrue*. Ce sont ces questions liées à l'entropie, plutôt que celle d'une pénurie de produits énergétiques proprement dite, qui tend à faire s'écrouler le système. Le lecteur pourra se référer à mon billet intitulé [Notre système de croissance économique atteint des limites d'une étrange manière](#).

On pourrait, en théorie, régler nos problèmes en ajoutant une quantité infinie de dette en même temps que les salaires des travailleurs peu qualifiés tendent vers zéro. On pourrait ensuite utiliser cette dette supplémentaire pour lutter contre les problèmes de pollution et payer tous les travailleurs. Mais on sait tous que cette solution ne fonctionnerait pas dans le monde réel.

L'économie à deux faces que j'ai décrite dans les figures 8 et 9 n'est qu'une partie de notre problème. Il y a un dicton populaire qui dit : « Nous payons les salaires les uns des autres. » Malheureusement, se payer les salaires les uns des autres, ça ne marche pas très bien dès lors que le niveau de salaire des travailleurs qualifiés diffère trop de celui des travailleurs peu qualifiés. Un travailleur à temps partiel qui gagne 7,50 dollars de l'heure ne sera pas être en mesure de payer le salaire d'un chirurgien qui gagne 300 000 dollars par an, quelle que soit la manière dont les polices d'assurance sont conçues pour pouvoir répartir les coûts de manière uniforme. À cause des différences de salaire, un travailleur en Inde ou en Afrique ne sera pas en mesure de payer les biens fabriqués par des travailleurs humains aux États-Unis.

Les gouvernements peuvent essayer de résoudre ce problème des travailleurs peu qualifiés qui n'obtiennent qu'une trop faible part de la production du système, mais ce n'est pas facile. Le vrai problème est que le système dans son ensemble ne produit pas suffisamment de biens et services. Cela est dû au fait que le coût élevé de l'extraction d'énergie (auquel s'ajoute des problèmes connexes – la limitation de la pollution, le besoin de formations plus poussées pour les travailleurs, le besoin d'une administration sans cesse plus grosse, le besoin de travailleurs qualifiés sans cesse plus nombreux) prive le système de trop de ressources. Il en résulte que l'économie dans son ensemble tend à croître de plus en plus lentement. La quantité de biens et services produits par l'économie n'augmente pas très vite. Quand la quantité totale de biens produits devient insuffisante, les travailleurs peu qualifiés ont tendance à trouver que la part qui leur a été allouée a été réduite.

Si les gouvernements tentent d'augmenter la quantité de dette pour résoudre les problèmes rencontrés par le système, cela a tendance à augmenter le prix des actifs sur la partie gauche des figures 8 et 9. Malheureusement, ce supplément de dette ne produit généralement que peu d'effets sur les salaires des travailleurs peu qualifiés (c'est-à-dire, la partie droite du système).

Certains gouvernements ont discuté de programmes de revenu minimum pour augmenter les revenus de ceux qui ne sont pas des travailleurs qualifiés. Le succès d'une telle approche

dépend de beaucoup de choses – de la quantité de dettes qu’il est possible d’ajouter au système, de la capacité de ce surcroît de dette à augmenter effectivement la quantité totale de biens et services produits, du niveau d’acceptation de ceux situés dans la partie gauche des figures 8 et 9 à perdre leur part de biens et services, des conséquences de ce surcroît de dette en termes d’appréciation ou de dépréciation de devises.

Faire des recherches de taux de retour énergétique (EROEI) pour les combustibles fossiles est une approche fréquemment utilisée pour évaluer les substituts énergétiques possibles, comme l’éolien ou le photovoltaïque. Malheureusement, ce taux ne donne qu’une partie de l’information. Le véritable problème est celui du *rendement décroissant sur le travail humain* pour le système dans son ensemble – c’est-à-dire, des salaires ajustés de l’inflation qui décroissent pour les travailleurs peu qualifiés. On pourrait également l’exprimer comme un EROEI décroissant – un rendement du travail humain décroissant. L’EROEI du travail humain qui décroît pose le même problème que celui que rencontre le poisson qui, cherchant sa nourriture en remontant le courant, doit dépenser tellement d’énergie que nager encore plus en amont ne présente plus aucun intérêt.

Un EROEI des combustibles fossiles qui décroît contribue à faire décroître l’EROEI du travail humain, mais d’autres facteurs ont aussi cet effet (cf. figure 12). (Ma liste n’est probablement pas exhaustive.)

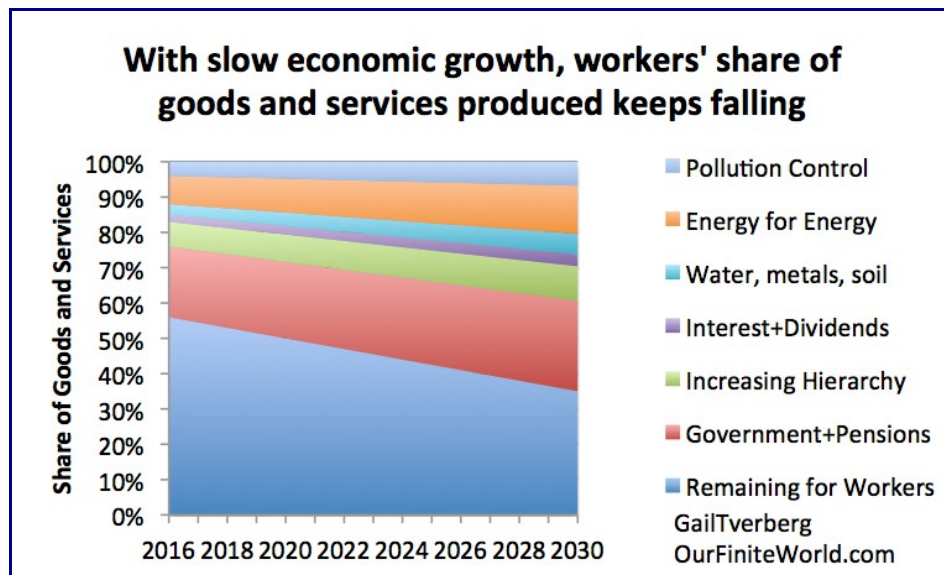


Figure 12. Représentation de l’auteur de la modification de la part des travailleurs à la production économique, à mesure que les coûts augmentent pour d’autres secteurs de l’économie.

Si notre problème est celui d’une *pénurie de combustibles fossiles*, une analyse de l’EROEI des combustibles fossiles est idéale pour déterminer comment exploiter au mieux le petit approvisionnement en combustibles fossiles qu’il nous reste. Pour chaque type de combustible fossile évalué, le calcul de l’EROEI des combustibles fossiles détermine la quantité d’énergie produite à partir d’une quantité donnée de combustibles fossiles entrants. Si l’on décide de se concentrer surtout sur les produits énergétiques ayant les EROEI les plus élevés, il est alors possible d’utiliser notre approvisionnement existant en combustibles fossiles le plus parcimonieusement possible.

Si notre problème n'est pas vraiment celui d'une pénurie de combustibles fossiles, l'EROEI est alors beaucoup moins utile. En fait, le calcul de l'EROEI fait l'impasse sur le délai avec lequel le retour énergétique se fait, alors même que celui-ci est très variable. Le délai (et, par conséquent, le montant nécessaire de dette) sera sans doute d'autant plus long que les investissements en capital nécessaires pour obtenir des produits énergétiques seront gros. De ce point de vue, le nucléaire a tendance à poser un problème, de même que l'éolienne et le solaire.

Pour estimer jusqu'à quel point un produit énergétique donné a tendance à élever le niveau d'endettement, étudier directement les niveaux d'endettement pourrait être une meilleure approche. Un autre moyen pourrait être celui de comparer les dépenses en capital, pour l'ensemble du système, qui seraient nécessaires pour satisfaire un usage particulier, par exemple pour fournir une quantité d'électricité non intermittente suffisante pour l'État de Californie, sur une période de, mettons, 50 ans, en utilisant différents scénarios de production d'électricité.

### **Notre système universitaire d'investigation, avec son système de littérature revue par les pairs, nous a desservis.**

Ce n'est pas cette histoire que notre système universitaire à revue par les pairs nous raconte. L'un des raisons est que cette histoire est difficile à comprendre. Il m'a fallu l'essentiel de ces dix dernières années pour cela.

L'un des problèmes de notre système universitaire semble être qu'il se repose trop sur les analyses antérieures. Il est difficile de changer de direction une fois qu'on en a pris une. Un autre problème est le fait que l'objet de recherche de chaque chercheur a tendance à être très réduit. La conséquence est que l'on a tendance à ne voir que « l'arbre qui cache la forêt ».

En outre, les hommes politiques et les éditeurs universitaires ont tendance à privilégier les résultats qui vont dans le sens de ceux qu'ils attendent. Les financements de recherche vont aux chercheurs qui choisissent les domaines de recherche que préfèrent les gouvernements ; les éditeurs préfèrent les livres qui n'alarment pas trop les étudiants.

Je suis venue à ces questions « de l'extérieur ». Je n'ai pas de doctorat, même si j'ai le titre de Fellow of the Casualty Actuarial Society, ce que beaucoup assimilent à un doctorat. Je suis également titulaire d'un master en mathématiques. Je ne travaille pas dans un cadre universitaire. Je n'ai pas de solide expérience dans des sujets auxquels certains pourraient s'attendre, comme en géologie, en théorie économique ou en physique. Cependant, j'ai une très solide expérience pratique en modélisation financière grâce à mon passé d'actuaire.

Mon approche est très différente de celle de la plupart des chercheurs. Je suis venue à ce problème en partant de la question de savoir la manière dont on peut s'attendre à ce qu'un monde fini fonctionne. J'écris la plupart de mes articles sur Internet, où j'ai l'avantage de recevoir les commentaires de mes lecteurs. Beaucoup de ces intervenants m'indiquent les articles ou les livres que je devrais lire, ou lèvent mon attention sur des éléments supplémentaires que je devrais étudier.

Au fil des ans, j'ai fait la connaissance de nombreux chercheurs travaillant dans des domaines connexes. Ces personnes ont généralement pris contact avec moi – en m'invitant à parler lors de leurs conférences, ou en correspondant avec moi sur les questions qu'ils jugeaient

importantes. C'est grâce à ces échanges que j'ai pu rassembler une histoire plus complète que celle proposée par d'autres.

Je suis restée loin des éditeurs et des sources de financement qui pourraient tenter d'influencer mon discours. Je ne sollicite pas de don, et je ne diffuse pas d'annonce publicitaire sur mon site. L'histoire que je raconte est celle qui mérite d'être dite, mais elle peut être facilement déformée si celui ou celle qui la raconte subit l'influence de ceux qui sont à la source de ses financements les plus importants.

## [Le fantôme du cadeau de Noël](#)

Par James Howard Kunstler – Le 3 décembre 2018 – Source [kunstler.com](http://kunstler.com)



**Apparemment, un autre leader mondial s'est présenté à Buenos Aires sans fanfare ce week-end. Le secrétaire général du Pôle Nord, connu populairement sous le nom de Père Noël, a apporté son dernier modèle de traîneau hypersonique à la réunion du G-20 et s'est assuré que l'élite financière mondiale trouverait ses bas de Noël remplis de prunes au sucre une dernière fois avant que le grand marché de la reflation ne meure d'incrédulité.**

Quelque chose de drastique s'imposait alors que tant d'entreprises voyaient le cours de leurs actions s'enfoncer le mois dernier, en particulier les FAANG [Facebook, Apple, Amazon, Netflix and Google], les constructeurs de voitures, celles travaillant autour des ventes de maisons et dans le pétrole, tandis que le Grand Vieil Homme du Dow Jones, General Electric, chantait sa chanson de mort comme un vieux chef Arikara dans le crépuscule des prairies. La menace américaine de droits de douane de 25 % sur les exportations chinoises a été écartée pendant 90 jours, donnant aux tout-puissants algorithmes, et à leurs garçons de courses, une dernière chance de piller l'avenir.

Comment cela changera-t-il exactement l'équation de base qui veut que la Chine envoie sa production industrielle à WalMart en échange de reconnaissances de dette américaines, alors que le déficit commercial s'accroît de plus en plus et que les derniers résistants de la classe moyenne américaine se noient dans la dette, deviennent toxicomanes et perdent espoir ? Ce ne sera pas le cas, bien sûr, parce que les Américains doivent trouver une autre raison de se lever le matin en plus de se présenter au derby national de la démolition. Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais cela ne me réchauffe pas le cœur d'entendre parler de x fois cent mille « mises en chantier » par mois, sachant que cela représente la destruction de x fois mille hectares de prairies, de champs et de forêts, et que ce qui se dessine dans le paysage est une infrastructure

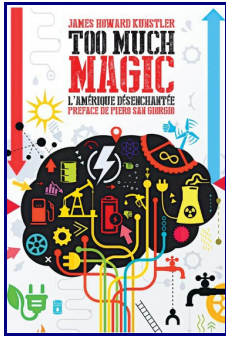
sans avenir qui brise les âmes.

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi l'espérance de vie aux États-Unis diminue, sous l'impulsion des deux nouvelles principales causes de décès : les opiacés et le suicide, la première étant souvent au service de la seconde. Les citoyens de ce pays ont échangé à peu près tout ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue contre les maigres récompenses du « shopping à prix d'aubaine » et de la conduite heureuse. Mais le pire des sacrifices est la perte de tout sens de la communauté, des transactions humaines en face à face avec des gens connus, des gens qui ont des devoirs et des obligations les uns envers les autres qui peuvent être mis en œuvre et remplies avec succès. Au lieu de cela, vous pouvez faire toutes vos affaires avec des robots, y compris les robots d'interface avec les entreprises qui cherchent à vous ruiner. « Votre appel est important pour nous », dit le robot téléphonique du bureau de facturation de l'hôpital en vous invitant à déboursier plus de 7 000 \$ pour les trois points de suture que le petit Skippy s'est vu posés lorsque son meilleur ami a fait atterrir son drone sur son front. « Attendez en ligne que quelqu'un se libère. » Qui ne voudrait pas se suicider ?

Il est intéressant de noter que ce sont les Français qui sont en train de péter les plombs en ce moment de l'histoire et non pas les Américains, beaucoup plus matraqués. Malgré toutes les difformités de l'UE, la France conserve une qualité de vie générale tellement supérieure à celle que l'on trouve aujourd'hui aux États-Unis que nous avons l'air d'être dans une impasse de l'évolution ici, dans ce désert de centres commerciaux et de magasins aux fausses devantures. Ils vivent dans des villes et des villages qui sont conçus pour rassembler les gens dehors. Ils soutiennent les petites entreprises malgré les diktats de Bruxelles. Ils ont toujours intérêt à bien faire les choses pour le bien en soi. De nos jours, les Français ne se révoltent pas seulement à cause du prix du carburant diesel, mais aussi parce qu'ils ont eu assez des répercussions sur leur mode de vie traditionnel et qu'ils cherchent à enrayer les pertes.

Les Américains, en revanche, semblent accepter passivement leur nouveau statut de perdants de la classe mondiale. Vous pouvez les priver de tout ce qui a du sens, de ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue, et leur vendre des simulacres déprimants pour remplacer ces choses, et ils ne s'en rendent jamais compte. Même les révoltes en cours dans ce pays ne cherchent qu'à empirer les relations entre nous, par exemple le nouveau super-puritanisme qui veut criminaliser les parades rituelles d'accouplement les plus élémentaires, comme demander sa date de naissance à quelqu'un, ou même prêter attention à une personne du sexe opposé. C'est ce à quoi le parti démocrate, anciennement le parti des travailleurs, s'est consacré toute l'année. C'est ça votre « Résistance ». Ils ont réussi à ruiner l'une des rares consolations d'être sur cette planète.

Vous en avez peut-être assez de ces bêtises. Peut-être qu'après Noël, quelque chose sortira de ce vieux maelstrom proverbial qui enfle, et l'anarchie libérée alors par cette chose ne sera pas « inutile ».



*James Howard Kunstler*

*Pour lui, les choses sont claires, le monde actuel se termine et un nouveau arrive. Il ne dépend que de nous de le construire ou de le subir mais il faut d'abord faire notre deuil de ces pensées magiques qui font monter les statistiques jusqu'au ciel.*

## **Quand les Fake News Tuent : Les 6 légendes les plus têtues (et les plus dangereuses) de l'histoire**

**Ugo Bardi 2 décembre 2018**

L'interprétation de Gary Larson de la légende selon laquelle la reine Marie-Antoinette de France a proposé que les gens de Paris puissent manger du gâteau quand on lui a dit qu'ils n'avaient pas de pain. Elle souligne l'absurdité d'une légende qui n'en reste pas moins largement répandue aujourd'hui. C'est la caractéristique fondamentale d'une série de légendes qui sont fausses, têtues et qui tuent souvent des gens.

Il y a quelques semaines, je discutais avec les habitants d'une petite ville toscane à la campagne, lorsqu'il est apparu que je suis membre du Club de Rome. A ce moment-là, l'un d'eux m'a demandé : "Pouvez-vous me dire à quel point le Club a dû revenir sur ses mauvaises prédictions ?" J'ai été un moment décontenancé, mais je me suis rendu compte que même dans une petite ville de Toscane, les gens ne sont pas à l'abri de la propagande mondiale. Que l'on m'ait posé cette question n'est que la preuve de l'incroyable résilience de certaines légendes, que l'on peut aussi appeler "fausses nouvelles" ou "mèmes".

C'est un sujet incroyablement fascinant : pourquoi les gens sont-ils si facilement trompés par des légendes qui non seulement n'ont aucun fondement dans les faits, mais qui sont aussi tout simplement absurdes ? Pourtant, c'est un lieu commun, une des caractéristiques de notre monde. Permettez-moi donc d'essayer de dresser une liste de mèmes - de fausses nouvelles - qui se sont révélés extrêmement résistants, avec des décennies, voire des siècles, et des légendes dangereuses qui tuent souvent des gens. La liste ci-dessous n'est pas exhaustive, mais j'ai choisi des exemples qui m'ont semblé particulièrement fascinants et instructifs.

### **1. Les juifs mangent des enfants chrétiens.**

C'est l'une des légendes les plus anciennes et les plus tenaces de l'histoire de l'humanité. Ses

origines remontent au Moyen Âge, époque à laquelle un nombre incalculable de Juifs ont été accusés et souvent assassinés en Europe sur la base de cette accusation qui, il va sans dire, n'avait aucun fondement factuel. D'après ce que nous pouvons lire, il semble que lorsqu'un enfant a été retrouvé mort, peut-être noyé, les habitants du village local n'ont pas pu trouver de meilleure explication que d'imaginer que les Juifs l'avaient tué dans un sacrifice rituel. Il se peut bien que les origines lointaines de la légende remontent à l'époque où les Romains accusaient leurs ennemis carthaginois de sacrifier des enfants à leurs dieux. C'était probablement surtout de la propagande, mais elle contenait peut-être quelques éléments de vérité : la plupart des sociétés anciennes (et même modernes) devaient parfois recourir à l'infanticide dans les moments difficiles et il se peut que les Carthaginois l'aient ritualisé. Mais, ici, la légende a pris de l'ampleur et raconte que des gens enlèvent des enfants à d'autres groupes nationaux/ethniques/religieux pour les tuer et les manger - une accusation beaucoup plus forte et méchante. La légende est toujours vivante avec les Juifs comme coupables et a été appliquée à d'autres groupes, elle était un élément de la persécution contre les sorcières en Europe et, ces derniers temps, elle a été appliquée aux communistes, aux Nord-Coréens, et plus.

## **2. "Qu'ils mangent du gâteau"**

Une phrase que l'on croit communément avoir été prononcée par la reine Marie-Antoinette (1755-1793) de France lorsqu'on lui a dit que les gens de Paris n'avaient pas de pain à manger. Il n'y a aucune trace que la Reine ait jamais dit cela et l'histoire semble remonter à un roman de Rousseau paru en 1765 lorsque Marie-Antoinette avait 9 ans. Elle ne lui a été attribuée qu'en 1843 par Alphonse Karr dans *Les Guêpes*. Donc, non seulement la Reine n'a jamais rien dit de tel, mais elle n'a jamais su - ou même imaginé - qu'une telle phrase lui serait attribuée. Et même ceux qui l'ont condamnée à mort n'avaient pas entendu parler de cette histoire non plus ! Aujourd'hui, l'histoire est bien ancrée dans l'imaginaire populaire. La recherche de "Let Them Eat Cake" sur Google produit plus de 6 millions de résultats, même si une bonne partie d'entre eux semblent avoir des doutes sur la véracité du rapport. Pourtant, cette vieille légende est remarquable par sa persistance.

## **3. Les prophéties de malheur de Thomas Malthus.**

On entend souvent dire que Thomas Malthus (1766-1843) a prédit un effondrement catastrophique de la population humaine à une date précise, rapportée à diverses reprises. Dans certains cas, on dit que Malthus a également plaidé pour le dépeuplement en exterminant ou en affamant des groupes ethniques entiers. En réalité, nulle part dans ses écrits Malthus n'a proposé de dates précises pour un effondrement futur et pas seulement cela : il n'a jamais prédit un effondrement ! Tout ce qu'il a dit, c'est que la population humaine ne pouvait pas s'accroître au-delà d'une certaine limite et qu'elle resterait là, sous le contrôle des famines, des guerres et des épidémies. D'ailleurs, Malthus était un homme de principes moraux et il n'a jamais rêvé de recommander l'extermination de quiconque. Les origines des légendes sur Malthus sont difficiles à identifier mais peuvent remonter au livre de John Maddox "The Doomsday Syndrome" de 1972. Si c'est le cas, il s'agit d'une légende remarquablement résistante qui persiste après presque un demi-siècle. Quant à la légende selon laquelle Malthus recommandait l'extermination des pauvres, elle pourrait remonter à un livre de Joel Mokyr de 1983, "Why Ireland Starved", où l'auteur rapportait une déclaration tronquée d'une lettre de Malthus pour faire croire qu'il avait recommandé l'extermination des Irlandais. Aujourd'hui, beaucoup de

gens croient encore aux "fausses prédictions" de Malthus et peuvent se fâcher si vous essayez de leur expliquer comment les choses se passent.

#### **4. Mata Hari : L'espionne**

En 1917, Margaretha Gertruida Zelle (1876-1917), danseuse de renom connue sous le nom de "Mata Hari", est arrêtée pour avoir transmis des informations secrètes aux Allemands et pour avoir causé la mort de dizaines de milliers de soldats français. Elle a été déclarée coupable et fusillée par un peloton d'exécution le 15 octobre 1917. Aujourd'hui, plus d'un siècle plus tard, il semble clair qu'il n'y avait aucune preuve contre elle. Elle a tout simplement été piégée et tuée dans une opération de propagande classique, ce que nous appelons aujourd'hui un "psyop". Néanmoins, les histoires racontées ont commencé à être diffusées immédiatement après son exécution et elles sont restées dans l'imagination populaire. Le nom de Mata Hari est rapidement devenu synonyme du concept de "femme espionne" et de "femme fatale", une femme maléfique qui utilise son charme pour trahir son pays afin de gagner de l'argent ou simplement pour le mal pur. Une légende remarquablement têtue qui ne commence à être démystifiée que récemment.

#### **5. Les fausses prédictions du Club de Rome.**

En 1972, un groupe de chercheurs du Massachusetts Institute of Technology a publié un rapport commandé par le Club de Rome intitulé "The Limits to Growth". Le rapport a examiné plusieurs scénarios possibles pour les systèmes économiques mondiaux, concluant que si rien n'était fait pour réduire le taux de consommation des ressources non renouvelables ou lentement renouvelables, l'économie mondiale se serait effondrée à un moment donné durant la première moitié du XXI<sup>e</sup> siècle. Le rapport a souvent été critiqué, mais ce qui a causé sa chute a été un article publié en 1986 par Ronald Bailey où l'auteur a reproposé une critique reprise dans un article plus ancien : en choisissant quelques dates dans une seule colonne d'un des nombreux tableaux du livre, Bailey a affirmé que le Club s'attendait à des ressources minérales importantes à manquer à ces dates spécifiques. Puisque, à l'époque de Bailey, plusieurs de ces dates étaient déjà dans le passé, il prétendait que le Club de Rome avait fait de "mauvaises prédictions". Mais les dates que Bailey avait envisagées n'avaient rien à voir avec les scénarios de l'étude, qui n'a jamais prédit que l'humanité serait à court de tout avant la fin du 21<sup>e</sup> siècle. L'histoire est racontée en détail dans un de mes articles sur "L'Héritage de Cassandre : c'était un cas classique de propagande, mais la légende des "fausses prédictions du Club de Rome" est devenue virale et elle est toujours bien vivante aujourd'hui. Il est remarquable que l'origine d'une légende aussi diffuse puisse être identifiée exactement à un seul article écrit par une seule personne : M. Bailey mérite une certaine renommée pour ce qu'il a pu accomplir, dommage que ce soit un mensonge.

#### **6. Le canular sur le changement climatique.**

Cette légende dit qu'il n'existe pas de "réchauffement climatique anthropique" (AGW). Il s'agit plutôt d'une gigantesque conspiration créée par des scientifiques pour gagner de l'argent, du pouvoir et du prestige, ou peut-être pour imposer une dictature communiste mondiale. Il va sans dire qu'il n'y a aucune preuve de cette théorie et que les motivations des scientifiques sont pour le moins douteuses. Le soi-disant "scandale Climategate", un corpus de messages privés diffusés publiquement parmi les climatologues, a révélé des cas occasionnels qui pouvaient être

considérés (peut-être) comme de mauvaises pratiques scientifiques, mais jamais de collusion pour influencer le public. Mais ce même a eu beaucoup de succès. Il est relativement récent et son origine peut être identifiée avec une certaine précision : c'est avec le film populaire "The Global Warming Swindle", sorti en 2007. Google "ngrams" (couvrant jusqu'en 2008) montre qu'il n'a pas été fait mention de la science du climat comme une arnaque ou un canular jusqu'en 2007. Google Trends montre comment l'idée que la science du climat est une arnaque ou une escroquerie devient un terme de recherche seulement après 2007. Il s'intéresse à l'actualité avec l'histoire "Climategate" de 2009 et, aujourd'hui, la légende reste vivante et bien vivante, on peut la voir comme le fil conducteur reliant les différentes formes de critiques contre la science du climat (non basées sur des données, les modèles surestiment le réchauffement, la vapeur d'eau non considérée, les îles non en train de couler, etc). L'élément intéressant de cette histoire est que ce n'était pas l'œuvre d'une seule personne, comme dans le cas de l'attaque mémétique de Ronald Bailey contre le Club de Rome. La réalisation d'un film nécessite un soutien financier et le piratage du serveur qui conservait les messages privés des climatologues doit avoir nécessité un travail de piratage professionnel. Puis, au moins deux films destinés à dénigrer les militants du climat sont sortis au cours de cette période : "Aucune pression " (2010) et " Combustible " (2011). Notons aussi que le site climatique anti-science le plus populaire, "Watts Up with That" (WUWT) est apparu sur le Web en 2006, mais il n'est devenu populaire que quelques années plus tard. Tout cela suggère un effort concerté et financé pour saper la science du climat et la science en général. Bien sûr, c'est une interprétation qui ne peut être prouvée, mais il est clair que d'immenses dommages ont été causés à la science climatique et à la science en général. Les effets de ces dégâts restent à voir et les scientifiques ne semblent pas se rendre compte qu'ils se trouvent dans la même situation que les nobles français à l'époque de la révolution française. Les têtes pourraient bien commencer à rouler dans un avenir proche, et pas seulement dans un sens métaphorique. L'ébranlement de la science, l'une des bases de notre civilisation, est destiné à avoir des conséquences profondes sur tout.

Il s'agit d'une liste incomplète : il y a beaucoup plus à dire : Des gitans volant des enfants, des traînées chimiques, du pétrole abiotique, des pirates russes volant les élections américaines, et les attaques du 11 septembre, une véritable usine de légendes. Toutes ces légendes n'ont pas tué des gens, mais plusieurs l'ont fait, et certaines pourraient tuer un grand nombre de personnes à l'avenir, comme celle du canular climatique. Dans tous les cas, l'élément commun est toujours la recherche d'un bouc émissaire, un coupable à blâmer pour un problème qui n'a pas de solutions faciles. Il semble être un mécanisme bien conçu qui fonctionne dans l'esprit humain : une fois qu'il se met en marche, la paranoïa règne et n'importe qui, individus, groupes, sociétés entières, peut devenir la cible d'un violent mécanisme de revanche sociale. L'avenir nous réserve de nombreux problèmes, bien plus importants que ceux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Comment ils seront interprétés et qui sera la cible de la vengeance, tout est à voir.

## **Capturez le drapeau**

**James Howard Kunstler**

Une bataille titanesque entre M. Trump et ses antagonistes se profile à l'horizon dans la lueur politique de la nouvelle année. Il n'est peut-être pas possible de le résoudre par des moyens

conventionnels puisque les agences Intel et Justice mènent depuis deux ans un coup d'état par subterfuge contre le président, avec Robert Mueller comme fer de lance, laissant une traînée de sédition et d'inconduite judiciaire qu'elles tentent désespérément de dissimuler maintenant. Comment peut-on compter sur le ministère de la Justice corrompu et son beau-fils, le FBI, pour juger ces crimes sans précédent contre eux-mêmes ?

La réponse pourrait venir la semaine prochaine, lorsque le comité de surveillance de la Chambre des communes convoquera John Huber pour une séance de canard boiteux. Huber est le procureur fédéral du bureau de district de Salt Lake City qui a été chargé par l'ancien procureur général Jeff Sessions d'examiner les multiples irrégularités de l'affaire RussiaGate. On ne sait pas exactement ce que M. Huber peut dire au comité au sujet d'une affaire en cours, mais il n'a pas fait le moindre bruit de toute l'année, et si son témoignage laisse entendre qu'il se tourne les pouces dans l'armoise, cela vous informera que nous allons entrer dans une véritable guerre civile. Il y a déjà trop d'informations compromettantes dans le domaine public au sujet de la collusion entre Hillary Clinton et le DNC et la Russie, et il faut faire quelque chose à ce sujet.

Il est évident que la Maison-Blanche d'Obama, avec le directeur de la CIA John Brennan et le directeur de National intel James Clapper, a utilisé le FBI et le DOJ (avec le soutien des deux principaux journaux du pays), et l'aide du MI6 intel shop britannique, pour mener des opérations illégales contre M. Trump pendant l'élection 2016, puis s'est maintenu dans les actes pour délégitimer après le 20 janvier 2017. Tout cela, bien sûr, à part si vous aimez M. Trump ou si vous approuvez ses politiques.

Il est bien documenté ailleurs que la mission de Robert Mueller de détecter la "collusion" électorale entre la Russie et M. Trump a été un fiasco, et que tout ce qu'il a à montrer pour cela est un rouleau de condamnations forgées pour avoir menti aux procureurs fédéraux et au FBI. Le cas du général Flynn est au centre parce qu'il a été directeur de la Defense Intelligence Agency (DIA) de M. Obama et qu'il en savait trop sur les manoeuvres louches des États-Unis dans le cadre du fameux accord nucléaire iranien et d'autres activités louches. Ils ont été alarmés lorsqu'il s'est rendu à la campagne de M. Trump et ont décidé de le neutraliser. Lorsque M. Trump a nommé le général Flynn directeur de la sécurité nationale, M. Obama a organisé un "incident" fin décembre 2016 (confiscation de biens russes dans le Maryland pour ingérence électorale présumée et imposition de nouvelles sanctions), qui a incité l'ambassadeur russe Sergey Kislyak à appeler le général Flynn, le DNS entrant. US Intel s'est préparé à cette mise en place et a enregistré l'appel, ce qui a nécessité le "démasquage" illégal de Flynn, une gentillesse de spycraft. Ainsi, le FBI avait une transcription de l'appel téléphonique et pouvait facilement piéger Flynn dans un mauvais souvenir des détails de l'appel. Où est cette transcription ?

Le prétexte de cette opération était tout à fait malhonnête : il est interdit aux nouveaux hauts fonctionnaires de parler aux ambassadeurs étrangers. En fait, il est de leur devoir de consulter les fonctionnaires étrangers, en particulier dans le travail de M. Flynn, et c'est une tradition de longue date de toute transition présidentielle. Les cadres du coup d'État du Deep State ont utilisé le New York Times et le Washington Post pour persuader le public que le général Flynn

avait fait quelque chose de traître, alors que ce n'était rien d'autre qu'une affaire de transition de routine.

La sentence du général Flynn a été rendue publique il y a quelques jours. La question est la suivante : sera-t-il libre de parler du processus qu'on lui a fait subir ? S'il y a eu la moindre possibilité qu'il ne parle pas librement dans ses lignes directrices sur la détermination de la peine, cela n'a pas été rendu public. Quoi qu'il en soit, il mérite d'être pardonné, et je crois que M. Trump le fera exactement après que M. Mueller aura publié son rapport tant attendu.

D'autres ont fait valoir que le rapport Mueller sera un manuel pour la destitution de M. Trump par la Chambre. La Chambre peut tenir des audiences à ce sujet jusqu'à ce que les vaches rentrent chez elles, mais il est peu probable qu'elles obtiennent une condamnation au Sénat. La grande question est de savoir si M. Mueller lui-même devrait faire l'objet de poursuites et il y a de nombreuses preuves qu'il a lui-même été impliqué dans une inconduite qui remonte à l'affaire douteuse Uranium One lorsqu'il était le directeur du FBI. Il est évident qu'il a été amené sur l'affaire RussiaGate au printemps 2017 non pas pour découvrir la vérité sur la "collusion" mais pour tenter de sauver la réputation du FBI et du DOJ en utilisant tout le pouvoir considérable d'un procureur spécial pour couvrir la piste des fautes officielles.

Il y a assez d'animosité et de mauvaise foi au sujet de toutes ces activités pour laisser entendre que le président Trump devra mettre en branle une sorte de processus de règlement extraordinaire. Depuis plus d'un an, des rumeurs courent qu'il pourrait y arriver en déclarant une situation d'urgence et en faisant appel aux tribunaux militaires pour régler ce problème. Jusqu'à présent, cela m'a paru tiré par les cheveux. Plus maintenant. Si, au cours des semaines qui nous séparent de 2019, M. Huber ou M. Mueller ou l'un des comités de la Chambre ou du Sénat ne parviennent pas à faire la lumière sur la criminalité officielle parmi les fonctionnaires, alors nous nous dirigeons vers un conflit titanesque entre deux camps au gouvernement. Les marchés financiers signalent peut-être déjà la détresse qui s'annonce alors que ces deux camps se préparent à s'emparer du drapeau.

## **Pourquoi est-ce si facile de nous mentir ? Le cas de la Russie et du Climategate**

**Ugo Bardi 13 décembre 2018**

Nos médias nous nourrissent régulièrement de mensonges et l'histoire de l'implication des services secrets russes dans le piratage de Climategate n'en est qu'un exemple. J'ai pensé qu'il valait la peine d'en discuter ici à la lumière du fait que c'est l'un des mensonges les plus flagrants que j'aie jamais pu trouver. C'est aussi une bonne illustration de l'incroyable persistance des légendes dans les médias.

# Were Russian security services behind the leak of 'Climategate' emails?

By WILL STEWART FOR MAILONLINE and MARTIN DELGADO FOR THE MAIL ON SUNDAY

UPDATED: 13:29 GMT, 6 December 2009



Suspicious were growing last night that Russian security services were behind the leaking of the notorious British 'Climategate' emails which threaten to undermine tomorrow's Copenhagen global warming summit.

An investigation by The Mail on Sunday has discovered that the explosive hacked emails from the University of East Anglia were leaked via a small web server in the formerly closed city of Tomsk in Siberia.

La semaine dernière, j'ai cité l'histoire de Climategate, notant qu'elle faisait partie d'un vaste effort de propagande anti-scientifique et qu'elle a dû impliquer un travail de piratage professionnel pour pénétrer dans le serveur de l'East Anglia University. Sur ce point, j'ai reçu un commentaire de "Andy Mitchell" qui disait :

Le hack de Climategate n'a qu'un seul suspect : le Petrostate russe. Il n'y a pas d'autres suspects.

Notez la certitude absolue de cette affirmation : c'est une caractéristique typique des légendes. Alors, j'ai pensé que c'était assez intrigant pour mériter un petit examen.

L'origine de l'histoire de l'implication des services secrets russes dans Climategate est facile à trouver : c'est un article du Daily Mail du 6 décembre 2009. Ensuite, la démystification des légendes prend normalement un peu de travail mais, dans ce cas, il est remarquable qu'il n'y ait rien à démystifier : l'article du Daily Mail ne contient aucun fait, aucune preuve, aucune donnée.

Vous pouvez lire l'article vous-même, et vous serez étonné de voir à quel point il est évident que c'est quelque chose inventé en tissu entier. Le seul lien vague avec la réalité est que les fichiers de climategate peuvent avoir été stockés pendant une courte période à Tomsk, une ville russe. Et, bien sûr, ces pirates russes doivent être très intelligents et pourtant ils ne pensaient pas que le fait de stocker leurs données sur un serveur russe aurait permis d'identifier l'origine du piratage chez les journalistes encore plus intelligents du Daily Mail !

Parmi les choses les plus drôles de l'article, il y a la mention d'un "expert mondial de premier plan sur le sujet[changement climatique], le professeur Sergei Kirpotin" qui n'a strictement rien

dit sur l'histoire du piratage, mais dont la grande image apparaît dans l'article. Apparemment, ils devaient atteindre une certaine longueur pour leur morceau et ils ne pouvaient rien trouver de mieux que cela. J'imagine qu'ils pensaient qu'il était russe, qu'il parlait du climat et qu'il allait s'intégrer. Cela montre, soit dit en passant, ce qu'ils pensent du niveau d'intelligence de leurs lecteurs.

Comme je l'ai dit, c'est une histoire vintage, mais nous pouvons en tirer quelque chose parce que dix ans se sont écoulés depuis sa première apparition dans le memosphere.



1. Les mensonges qui apparaissent dans les médias grand public peuvent être inventés à partir de rien - ils n'ont pas besoin d'être liés d'aucune façon à la réalité. Le fait qu'ils apparaissent dans un tabloïd, le Daily Mail, bien connu pour son manque de fiabilité (y compris le fait de nous parler d'un restaurant vendant de la viande humaine au Nigeria) ne signifie rien ou presque. Il suffit que la légende soit d'accord avec une perception bien connue, en l'occurrence que les Russes sont mauvais et trompeurs, ainsi que nos ennemis.
2. Il n'y a pas eu de tentative significative de démystifier l'histoire dans la presse occidentale. Elle a été reproduite presque mot pour mot dans d'autres organes de presse, le Telegraph, par exemple. Même le Guardian a rapporté l'histoire comme une attaque des services secrets russes. Je n'ai pas trouvé de commentaires sceptiques à ces histoires : soit tous les commentateurs étaient des croyants, soit les sceptiques étaient censurés.
3. Les légendes sont aussi incroyablement persistantes. La rumeur selon laquelle les Russes sont à l'origine du scandale Climategate ne cesse de réapparaître. En 2016, Mother Jones a publié un article particulièrement alambiqué dans lequel elle tentait de démontrer que, puisque les Russes avaient piraté les élections américaines de 2016, il était également vrai qu'ils avaient créé le scandale Climategate sept ans auparavant (ou peut-être l'inverse : puisqu'ils avaient créé le scandale Climategate, il était donc crédible qu'ils avaient piraté les élections américaines). Les légendes peuvent se renforcer mutuellement, qu'elles soient basées sur quelque chose de réel ou non.

Et donc - oui - il est facile de nous mentir. Ils l'ont fait, ils continuent de le faire et ils continueront de le faire.

**Climat: les projets de centrales à charbon en Asie inquiètent le patron de l'AIE**



Les nombreux projets de [centrales à charbon](#) en Asie font peser une forte menace sur le climat, s'est alarmé mercredi le directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) Fatih Birol, dans un entretien au Financial Times.

Ces projets "bloqueraient la trajectoire mondiale des émissions" de gaz à effet de serre, censée baisser fortement pour limiter le réchauffement climatique en dessous des 2 degrés, voire 1,5 degré, conformément à l'accord de Paris de 2015, a prévenu Fatih Birol.

"La façon dont nous allons gérer ce problème est pour moi le sujet central du débat actuel sur le changement climatique", a ajouté le patron de l'AIE.

L'an dernier, les émissions de gaz à effet de serre liées au secteur de l'énergie, qui représentent plus des trois quarts des émissions globales, sont reparties à la hausse après trois ans de stagnation. Et elles devraient encore augmenter cette année.

Si le charbon a perdu du terrain dans plusieurs régions, notamment en Amérique du Nord et en Europe, l'Asie continue de lancer de nouveaux projets de centrales, avec 2.000 gigawatts de capacités en service ou en développement, rappelle le quotidien.

La production de courant à partir de charbon a progressé de 4% l'an dernier en Chine, et de 13% en Inde, selon les chiffres de l'AIE.

"Il y a une grande déconnexion entre les objectifs climatiques et ce qui se passe sur le marché", estime M. Birol, qui note une baisse de volonté politique sur le sujet, trois ans après l'accord de Paris, et à un mois de [la COP 24 sur le climat en Pologne](#).

## **Un échec des négociations climatiques serait «suicidaire» pour l'avenir de la planète**

Alexandre Shields 12 décembre 2018 Le Devoir.com Avec l'Agence France-Presse

[NYOUZZ2DÉS : par Alexandre Shields, le super cancre.]

Les mots ne sauraient être plus lourds de sens. Devant le blocage des négociations climatiques, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, est revenu à la tribune de la COP24 mercredi pour prévenir les pays signataires de l'Accord de Paris qu'il serait carrément « immoral » et

« suicidaire » de ne pas s'entendre cette semaine sur les règles de mise en oeuvre de l'accord.

« Gâcher cette occasion à Katowice compromettrait notre dernière chance d'enrayer l'emballlement du changement climatique. Ce ne serait pas seulement immoral, ce serait suicidaire », a-t-il laissé tomber, dans le cadre de sa déclaration destinée aux milliers de délégués et à la centaine de dirigeants politiques présents à Katowice, en Pologne.



*Pour le moment, les engagements pris par les différents pays conduisent la planète vers un réchauffement d'au moins 3°C, en supposant que tous respectent leurs engagements.*

« Les problèmes politiques clés restent non résolus », a reconnu M. Guterres, dans le cadre de propos qui ont par la suite été publiés par les Nations unies. « Ce n'est pas surprenant, nous reconnaissons la complexité de ce travail. Mais nous n'avons plus de temps à perdre », a-t-il averti, évoquant l'urgence clairement soulignée dans le plus récent rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC).

Concrètement, les discussions semblaient buter mercredi sur la question du suivi des engagements pris par les différents États, c'est-à-dire les moyens qui seront mis en oeuvre pour comptabiliser les actions de réductions des émissions de gaz à effet de serre.

Comme cela a été le cas à de nombreuses reprises au cours des dernières années, un clivage persiste entre les pays les plus riches (qui plaident pour plusieurs pour un suivi strict des émissions) et les pays en développement, qui demandent davantage de flexibilité et des moyens financiers accrus.

### Financement promis

La question du financement promis aux pays en développement pose en effet toujours problème, selon ce qu'a fait valoir António Guterres. Le secrétaire général a d'ailleurs rappelé aux participants de la COP24 que l'obligation financière des pays développés de soutenir les efforts des pays en développement avait été établie dans la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques signée en 1992, il y a donc de cela plus de 25 ans.

« Il est très difficile d'expliquer à ceux qui souffrent des effets du changement climatique que nous n'avons pas réussi à trouver un soutien prévisible aux actions à mener », a-t-il souligné. M. Guterres a donc exhorté les pays développés à « augmenter leurs contributions pour mobiliser ensemble 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 », comme stipulé dans l'Accord de Paris signé en 2015.

À l'instar de la ministre canadienne de l'Environnement, Catherine McKenna, le secrétaire général de l'ONU a plaidé pour l'élaboration d'un « ensemble de règles souples mais

robustes » de mise en oeuvre. « Les pays ont des réalités différentes, des capacités différentes et des situations différentes », a reconnu M. Guterres, expliquant qu'« il faut trouver une formule qui équilibre les responsabilités de tous les pays » et qui soit « juste et efficace pour tous ».

Le temps file d'autant plus vite dans le cadre de cette COP24 que les pays signataires de l'Accord de Paris avaient fixé à 2018 l'élaboration finale des règles de mise en oeuvre de cette entente climatique.

Manque d'ambition

Par ailleurs, en plus des enjeux de suivi des engagements et de financement, les quelque 200 pays autour de la table doivent idéalement parvenir à s'entendre pour rehausser leurs ambitions en matière de lutte contre les changements climatiques, et ce, d'ici 2020.

Pour le moment, les engagements pris par les différents pays conduisent la planète vers un réchauffement d'au moins 3 °C, en supposant que tous respectent leurs engagements.

Or, l'Accord de Paris vise à maintenir l'augmentation prévisible de la température « bien en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels », tout en promettant de « poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5 °C ». Une demande chère aux pays les plus vulnérables aux impacts des changements climatiques.

Mais quelle que soit la cible qui serait respectée, les efforts pour y parvenir seront colossaux. Il faudrait réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 à 70 % d'ici 2050 (et les faire disparaître en 2100) pour espérer rester sous 2 °C, et les baisser de 70 à 95 % pour rester sous 1,5 °C, selon le GIEC. Qui plus est, le plus récent rapport scientifique, publié en octobre, prévient que les réductions d'émissions doivent être entamées « bien avant » 2030, pour espérer limiter le réchauffement.

Le problème, c'est que des pays comme les États-Unis, la Russie et l'Arabie saoudite ont décidé de faire front commun au cours de la COP24 pour bloquer une motion qui proposait d'accueillir favorablement les conclusions du GIEC. Une position qui est venue plomber les discussions en Pologne.

Cette situation a également été dénoncée mercredi par le premier ministre des îles Cook, Henry Puna. « Mon inquiétude est exacerbée par le fait que cette COP n'a pas encore pu trouver un consensus pour saluer ce rapport [...] simplement parce que certains ne veulent pas accepter la dure réalité qu'il dépeint », a-t-il dit, résumant la perception de plusieurs États insulaires.

## **La Norvège, ce faux ami de la planète**

**Lucie ROBEQUAIN | 06/12 2018 Les Echos.fr**

**Paradis de la voiture électrique et de l'énergie hydraulique, la Norvège est l'une des vedettes de la COP24 qui se tient actuellement en Pologne. Mais sa production d'hydrocarbures en fait l'un des sept premiers exportateurs de CO 2 au monde. Enquête sur un pays schizophrène.**



Siv et Nina Jensen sont soeurs. La première doute que l'homme soit responsable du changement climatique. La seconde a fait de l'écologie un combat quotidien. Rien de plus banal qu'une querelle de ce genre, à ceci près qu'elle oppose la ministre de l'Economie norvégienne - Siv - et une activiste ayant longtemps dirigé WWF Norway - Nina. À elles seules, les deux soeurs résument parfaitement les ambivalences de la Norvège - un pays écologiquement exemplaire par bien des aspects mais qui contribue aussi lourdement au réchauffement climatique, [par ses exportations de gaz et de pétrole](#) .

*Rencontrées à 24 heures d'intervalle, elles tiennent deux discours diamétralement opposés. « Nous n'avons pas l'intention de stopper les nouveaux forages. Nous allons même atteindre de nouveaux records de production ! » affirme Siv dans cet austère bâtiment qui abrite le ministère de l'Economie, à Oslo.*

*« Si l'on tient compte des exportations de carburant, la Norvège constitue le septième plus gros pollueur de la planète. Il y a urgence à stopper l'exploration de nouveaux gisements », rétorque sa soeur à la table d'un café du quartier de Pilestredet, son bébé de 7 mois dans les bras. Le contraste est tel qu'on les imagine mal partager un repas de famille : « Avec ma soeur, c'est souvent dur : on se bat ! lance Nina Jensen dans un grand éclat de rire. Une partie de mon job revient à dénoncer les mensonges et la propagande du gouvernement norvégien. »*



**Bientôt une capitale « sans-voiture »**

[Les touristes qui sillonnent Oslo ne voient que la meilleure facette du pays](#) - celle que l'on commente avec admiration lors des sommets sur le climat, telle la COP24 qui se tient

actuellement à Katowice, en Pologne. Débarquant de Londres, de Paris, de Moscou, ils sont presque surpris du silence qui y règne. C'est que les voitures sont rares. Elles auront d'ailleurs totalement quitté le centre-ville à compter de 2020, faisant d'Oslo l'une des premières capitales au monde à expérimenter le « sans-voiture ».

« *C'est compliqué et cela prend du temps car il y a beaucoup de résistance : les Norvégiens adorent rouler et détestent qu'on leur dicte ce qu'ils doivent faire* », explique le maire, Raymond Johansen, depuis le bâtiment stalinien - très contesté - qui abrite la municipalité.

Dans les quartiers branchés de Grünerløkka et d'Aker Brygge, les voitures électriques sont partout. Elles roulent dans les files réservées jadis aux taxis et aux bus. Elles ne paient ni les péages urbains à l'entrée de la ville ni les places de parking. À l'achat, c'est une vraie aubaine : elles échappent à pratiquement toutes les taxes, y compris la TVA. Une Tesla se vend environ 60 000 euros en Norvège, soit deux fois moins que si elle était taxée.

Ces mesures ont un effet radical : les voitures électriques représentent la moitié des nouveaux modèles immatriculés en Norvège - un record mondial ! L'objectif est qu'en 2025 les voitures thermiques ne soient plus en vente.

« *La seule chose qui nous freine, c'est le rythme auquel les constructeurs produisent leurs véhicules électriques et la vitesse à laquelle nous déployons des stations de recharge sur le territoire* », commente Kari Elisabeth Kaski, une jeune députée socialiste originaire de Kirkenes - cette ville du grand nord qui jouxte la frontière russe.

## **La course à l'or noir de l'arctique**

C'est justement dans sa région natale, au-delà du cercle polaire, que se révèle la face cachée du pays. Des plates-formes géantes sont en train d'émerger en mer de Barents pour extraire de l'or noir en eaux profondes. La plus impressionnante se nomme... Goliath. C'est à la fois la plus grande du monde et la plus septentrionale. Enorme champignon orange, elle a pris racine à 80 kilomètres de l'île de Sørøya, aux portes de l'océan Arctique. Une zone écologiquement sensible où, fait inquiétant, les températures progressent déjà deux fois plus vite qu'à l'échelle mondiale.

La classe politique a beau soutenir massivement l'industrie pétrolière, elle n'est que moyennement à l'aise avec ces nouveaux projets : « *Ce gouvernement de droite n'a pas le courage d'imposer un agenda vert. Il continue d'encourager l'extraction du pétrole. Il devrait consacrer plus d'argent au développement d'énergies alternatives* », pense Raymond Johansen, qui dirige Oslo à la tête d'une coalition travaillistes-verts.

## **Le risque du « syndrome hollandais »**

Le « syndrome hollandais » désigne, en économie, ces pays incapables de gérer correctement la rente pétrolière, ou plus largement la richesse de leur sous-sol. Le Venezuela en est un exemple criant. Le phénomène a d'abord été identifié aux Pays-Bas dans les années 60. Le pays est alors ravi de découvrir de grands gisements de gaz en mer du Nord, qui lui permettent de doper ses revenus commerciaux. Mais les explorations valorisent la monnaie nationale, ce qui pénalise au final la compétitivité. Le phénomène s'aggrave quand les ressources se tarissent : les pays

riches en matières premières n'ayant généralement pas pris la peine de favoriser les gains de productivité dans d'autres industries, ils ont alors tendance à décliner.

### **Une prise de conscience de la population**

Le consensus politique autour du pétrole commence ainsi à se fissurer. Les travaillistes ne vont pas jusqu'à demander l'interdiction de nouveaux forages. Mais ils font barrage à l'exploration de gisements au large des îles Lofoten, qui représentent un trésor écologique national - l'équivalent de l'Amazonie et de la Grande Barrière de corail réunies, selon Nina Jensen.

*« L'opinion publique n'a évolué que très récemment. Les Norvégiens ont enfin réalisé la gravité du changement climatique et la chute du prix du baril a sonné comme un avertissement. Le Parlement continue de soutenir massivement l'exploration de nouveaux gisements, mais je le crois plus conservateur que la population »,* estime Kari Elisabeth Kaski.

Elle figure parmi les rares députés à réclamer l'interdiction de nouveaux projets pétroliers et la fermeture des anciens à l'horizon 2035. Mais le Parti socialiste auquel elle appartient ne pèse pratiquement rien au Parlement. Quant aux verts, ils ne comptent qu'un seul député !

### **La production s'accélère**

Les compagnies pétrolières et gazières ont donc de beaux jours devant elles. Après vingt ans de déclin, la production norvégienne s'apprête même à retrouver les sommets du début des années 2000. *« Elle va encore s'accélérer ces cinq prochaines années »,* confirme la ministre de l'Economie.

Voilà des décennies que l'Etat n'avait pas ouvert de nouvelles zones d'exploration, comme en mer de Barents. L'an dernier, il a mis aux enchères 93 nouveaux lots - un record historique !

Dans cette course au pétrole arctique, il joue au coude à coude avec la Russie, loin devant le Canada et les Etats-Unis. C'est déjà l'un de ceux qui extraient le plus gros volume de pétrole par habitant. Seuls le Koweït, le Qatar, les Emirats arabes unis et la Guinée équatoriale font mieux - ou pire, selon les points de vue.

### **Du Carbone émis massivement à l'étranger**

Le plus surprenant est que les 5 millions de Norvégiens n'en consomment pratiquement pas. Le pays est alimenté à 95% par l'énergie hydraulique, ce qui en fait l'un des pays les plus verts du monde.

La Norvège pousse le paradoxe jusqu'à faire fonctionner certaines de ses plates-formes pétrolières à l'hydroélectricité. Un immense câble a été tiré des terres norvégiennes jusqu'à celle de Johan Sverdrup. Située au large de Stavanger, elle est appelée à devenir la plus grande plate-forme de la mer du Nord. Les Norvégiens sont ainsi convaincus de produire le gaz le plus propre du monde. *« C'est le comble de l'hypocrisie ! »* lance Nina Jensen.

La mesure a un avantage : réduire les émissions de carbone et s'approcher, autant que possible, des engagements pris par la Norvège lors de l'accord de Paris (-40% d'émissions à l'horizon 2030). Et qu'importe si les exportations de pétrole font exploser la pollution ailleurs : la Norvège est jugée sur le volume de CO2 généré à l'intérieur de ses frontières, et non sur

l'impact qu'elle produit à l'échelle de la planète. Elle a beau émettre dix fois plus de carbone à l'étranger que chez elle, elle n'est pas sanctionnée dans les classements internationaux.

L'ONU, qui note les pays selon leur impact environnemental, la classe ainsi parmi les 15 plus vertueux du monde (à l'intérieur de ses frontières). Mais si l'on tient compte de la pollution qu'elle exporte, elle plonge au 128<sup>e</sup> rang, selon la même source.

### « Il n'y a pas de solution miracle »

La plupart des Norvégiens n'y trouvent rien à redire, sachant bien tout ce qu'ils doivent au pétrole. Découvert dans le gisement d'Ekofisk à la fin des années 60, il a transformé leur petit pays de pêcheurs, parmi les plus pauvres d'Europe, en l'une des nations les plus riches du monde. Le secteur emploie 160 000 Norvégiens, directement ou indirectement, soit 6% de la population active. Il représente presque la moitié des exportations.

*« Nous ne pouvons pas renoncer au pétrole du jour au lendemain. Il n'y a pas de solution miracle »*, fait valoir Siv Jensen, la ministre de l'Economie. Il en va aussi de l'intérêt de l'Europe, ajoutent la plupart des responsables politiques et économiques que nous avons rencontrés : *« Il n'y a pas de honte à inonder le marché mondial de pétrole et de gaz. L'Europe en a besoin, le reste du monde aussi. L'alternative serait qu'un autre pays le fasse à notre place, par exemple la Russie, ce qui représente un risque diplomatique. Ou alors qu'on relance le charbon, autrement plus polluant »*, défend le financier Knut Kjaer dans un bureau situé juste derrière le Centre Nobel de la paix, à Oslo.

L'homme est une célébrité nationale : c'est à lui qu'a été confiée la création du fonds souverain norvégien, il y a exactement vingt ans. Un ovni financier destiné à maintenir l'incroyable niveau de vie de la population lorsqu'il n'y aura plus de pétrole. Dit autrement, il sanctuarise la rente pétrolière et empêche les pouvoirs publics de l'utiliser à mauvais escient.

### Un pactole géré par un aventurier

Trop de pays pétroliers dilapident leur fortune en pensant leurs ressources intarissables. Le phénomène, plus connu sous le nom de « syndrome hollandais », est patent au Venezuela et dans plusieurs pays du Moyen-Orient. Mais assurément pas en Norvège : les recettes pétrolières - dividendes de la compagnie nationale Statoil (rebaptisée Equinor en mai dernier), permis d'exploitation, taxes, etc. - ne peuvent pas être utilisées par l'Etat, à l'exception d'une toute petite part (3% par an, ce qui représente grosso modo son rendement annuel). Le reste est placé dans un fonds pour les générations futures et investi à l'étranger pour ne pas surchauffer l'économie nationale.

En même temps qu'il inonde la planète de pétrole, le pays se prépare ainsi à l'après. C'est à son directeur actuel, [Yngve Slyngstad, que revient la tâche de faire fructifier ce pactole - l'équivalent de 1 000 milliards de dollars !](#) *« C'est incroyable que le fonds ait pu mettre tant d'argent de côté sans que les partis au pouvoir ne l'aient jamais remis en cause »*, commente-t-il dans son bureau aux parois de verre, près du port.

Impossible d'imaginer l'équivalent dans de grandes démocraties telles que la France ou l'Allemagne. À de rares exceptions près, les fonds souverains sont l'apanage des dictatures. Pourquoi ? *« Parce que, pour être élus, les candidats ne peuvent pas s'empêcher de promettre*

*des hausses de dépenses ou des baisses d'impôts. C'est donc difficile d'accumuler de l'argent comme nous », analyse Yngve Slyngstad. L'avantage de la Norvège est d'être un petit pays, où les lignes de communication sont courtes et la confrontation politique particulièrement mal vue. L'inverse de la France, en somme.*

Comme son prédécesseur, Yngve Slyngstad ne peut pas faire un pas dans Oslo sans être reconnu. *« Dans le tramway, il arrive que des personnes assises à côté de moi entament la conversation sur la stratégie du fonds. Je préfère donc venir au travail à pied ! »* plaisante-t-il. L'homme parle tellement bas qu'il en devient presque inaudible. Rien de lui ne renvoie à l'image que l'on se fait traditionnellement du banquier.

Quatre ans durant, ce passionné de ski et de kayak a sillonné le continent américain, de la Patagonie à l'Alaska, puis l'Afrique, du nord au sud, avec pour seul bagage un sac à dos. Il s'est ensuite réfugié dans une cabane de pêcheurs au fin fond de l'Arctique pour étudier les philosophes allemands Heidegger et Hegel.

### **Le plus gros actionnaire du monde**

Alors que les traders se plaignent chaque année de leur bonus, il estime son salaire trop élevé par rapport à l'intérêt du « job ». Il n'est pourtant rémunéré « que » 800 000 euros, sans prime, une bagatelle par rapport à ce qu'il gagnerait à Londres ou New York ! Cette simplicité est d'autant plus déroutante qu'elle émane de l'un des financiers les plus puissants de la planète.

Les 1 000 milliards de dollars d'actifs qu'il gère font tout bonnement d'Yngve Slyngstad le plus gros actionnaire du monde. Il détient, à travers le fonds, 1,5% des actions mondiales... Placé sous la tutelle du ministère de l'Economie et du Parlement, il impose des mesures qui bousculent la finance internationale.

Son principal fait d'armes est d'avoir boycotté, depuis 2015, les entreprises évoluant dans l'industrie charbonnière. Une catastrophe pour certains mastodontes, tels l'allemand RWE, qui a perdu la confiance des investisseurs du jour au lendemain. *« Je suis exceptionnellement fière de l'influence que la Norvège a exercée à travers cette mesure. C'est le choix environnemental le plus important qu'elle ait jamais fait. Comme quoi, un petit pays comme le nôtre peut faire une vraie différence sur la scène mondiale »,* estime l'écologiste Nina Jensen.

*« C'est l'un des rares fonds, si ce n'est le premier, à avoir exclu le charbon de son portefeuille, confirme Jean-Jacques Barbéris, un ancien de l'Elysée qui s'est mis au service du gestionnaire d'actifs Amundi. Plus largement, il est souvent précurseur sur l'exclusion d'actifs présumés nocifs. Il exerce une forme de magistère intellectuel sur la finance mondiale. »*

### **Une aide aux pays émergents**

Apôtre de la transparence et de l'investissement éthique, le fonds norvégien dénonce régulièrement les rémunérations excessives des patrons, l'optimisation fiscale des multinationales et la corruption. Les entreprises accusées de contribuer au réchauffement climatique sont exclues de son portefeuille (Rio Tinto, Barrick Gold, Posco, etc.).

Exit aussi les fabricants d'armes « particulièrement inhumaines » (Airbus, Safran, Textron, Boeing, Honeywell, etc.) et de tabac (Philip Morris, etc.). Immensément riche, le fonds aide

aussi les pays émergents à être plus « écolos » : il a promis 1 milliard de dollars au Brésil pour freiner la déforestation.

### **Des mines de charbon qui font polémique**

Mais l'ambiguïté norvégienne est là aussi patente : en 2014, le gouvernement a ouvert une nouvelle mine de charbon au Svalbard, un archipel de l'océan Arctique, situé à la limite de la banquise hivernale. Fragile, ce territoire largement désertique, le plus septentrional du pays, abrite l'une des plus grandes colonies d'oiseaux de l'hémisphère nord, mais aussi des ours polaires, menacés d'extinction.

*« Nous gagnons le championnat environnemental à l'étranger. Mais s'agissant de ce que nous faisons en interne, c'est comme si nous n'étions même pas dans la compétition »,* résume Nina Jensen.

### **Quid de l'industrie pétrolière ?**

La Norvège est ainsi accusée de double langage, prêchant ailleurs ce qu'elle ne fait pas chez elle. *« C'est paradoxal, convient le journaliste Kjetil Malkenes, qui travaille pour le journal économique E24. Nos mines de charbon font d'autant plus polémique qu'elles ne sont pas rentables et doivent être subventionnées par l'Etat. »*

Le gouvernement se défend en évoquant la menace géopolitique : s'il préserve les mines du Svalbard, c'est pour maintenir la présence de travailleurs norvégiens sur ce territoire du Grand Nord clairement menacé par l'expansionnisme russe.

Par ailleurs, le fonds souverain, s'il exclut le charbon, reste en revanche très investi dans l'industrie pétrolière. Elle représente 40 milliards de dollars d'actifs, soit plus de 6% de son portefeuille d'actions. Yngve Slyngstad rêve de s'en débarrasser. Une partie de la classe politique aussi : *« Il s'agirait d'un message fort, signifiant que la Norvège ne croit plus au futur du pétrole et du gaz. Cela aurait des répercussions énormes dans le monde entier »,* pense la députée Kari Elisabeth Kaski. S'agissant d'écologie et de pétrole, le pays n'en serait plus à une contradiction près...

### **Oslo, paradis des écologistes**

La mairie d'Oslo a pour ambition de réduire les émissions de carbone de la ville de 95% à l'horizon 2030. De nombreuses mesures visent à y parvenir : Les voitures électriques sont exemptées de péages urbains, ne paient pas les places de parking et circulent librement sur les lignes de bus. Le centre-ville va être piétonnisé à partir de 2020. La commune prévoit de capturer le gaz dégagé lors de l'incinération des ordures (15% du carbone émis à Oslo) et de le stocker dans d'anciens réservoirs d'hydrocarbures au fond de la mer, pour l'éternité. À terme, elle espère vendre cette technologie à d'autres capitales européennes. Des écoles maternelles au BTP en passant par les hôpitaux et les centres commerciaux, tous les secteurs d'activité doivent réduire leurs émissions de carbone et se conformer aux objectifs fixés avec la mairie. Les machines utilisées dans le BTP sont en voie d'électrification. Pour ses marchés publics, la mairie privilégie les entreprises qui mènent déjà cette transition.

### **La route maritime du Nord, l'autre sujet qui fâche**

La fonte des glaces permet d'étendre les zones d'exploration pétrolière au nord de la Norvège. Elle dégage aussi de nouvelles voies maritimes. En empruntant le passage du Nord plutôt que le canal de Suez, un cargo qui relie l'Asie et l'Europe peut réduire la distance parcourue d'un tiers. C'est une opportunité de taille pour la Norvège, qui ambitionne de transformer le petit port de Kirkenes en « nouveau Singapour », c'est-à-dire en nouveau carrefour commercial mondial. Cela lui permettrait d'exporter encore plus de pétrole, vers l'Asie notamment. Le projet est évidemment mal vu des écologistes, qui redoutent que la fonte des glaces facilite l'exploration maritime, qui accélère à son tour la fonte des glaces. Le nombre de bateaux ayant emprunté ce chemin a doublé entre 2016 et 2017. Mais il reste symbolique : il est passé de seulement 20 à 40. Le canal de Suez, qui a enregistré 17 500 transits en 2017, a encore de beaux jours devant lui. Malgré l'enthousiasme de Vladimir Poutine, qui espère accroître la puissance de la Russie, certains doutent de l'explosion du trafic sur cette nouvelle route. Car au-delà du raccourcissement des distances, le passage du Nord implique des surcoûts susceptibles de neutraliser les économies de carburant. L'escorte obligatoire d'un brise-glace, l'utilisation de bateaux à coque renforcée et les primes d'assurance plus élevées pourraient ainsi limiter l'intérêt de l'opération pour les compagnies maritimes.

## Nicolas Hulot confronté à la brûlure du pouvoir

Michel Sourrouille, biosphere, 13 décembre 2018



Pour en savoir plus sur la démission de Nicolas Hulot, un livre de Michel Sourrouille est paru en octobre dernier, « *Nicolas Hulot, la brûlure du pouvoir* » aux éditions Kiwi. En voici une recension sur le blog des JNE (Journalistes pour la nature et l'écologie) :

« Bouclé » avant la démission fracassante de Nicolas Hulot à la fin du mois d'août, ce livre considérait cette issue comme « probable », car, comme l'indique son auteur dès les premières lignes de son préambule, « *il y a trop d'écart entre les déterminants des politiques actuelles engluées dans le < on fait comme d'habitude > et la rupture de civilisation qu'exige l'urgence écologique* ». Cette « *chronique d'une démission annoncée* » se définit comme « *un hommage qui se veut le plus objectif possible de l'action permanente, depuis quelques décennies, de Nicolas Hulot en faveur de la cause écologique* ».

Pour en faciliter la lecture, Michel Sourrouille, militant associatif depuis plus de 40 ans, et auteur de « [L'écologie à l'épreuve du pouvoir](#) » (2016), a choisi de présenter son livre sous la

forme d'un abécédaire, de A pour « (Auto)biographie, juste ce qu'il faut pour faire connaissance » à Z pour « Zoo, mettre fin à la captivité » en passant par D comme « Démographie, le poids du nombre sur l'environnement » ou encore H comme « Hulot bashing, ma résistance à l'épreuve ». Cet ouvrage patiemment tissé à partir de textes tirés de nombreux ouvrages écrits par l'ancien ministre présente la particularité de voir Nicolas Hulot s'exprimer à la première personne. L'objectif de Michel Sourrouille est de nous faire « *mieux comprendre la difficulté de l'engagement écologique et la complexité de l'exercice du pouvoir politique* ». Cet essai qui dresse le bilan de son action comme militant et comme ministre nous révèle aussi la richesse de la pensée de Nicolas Hulot, qui, si elle emprunte à de nombreux auteurs, n'en constitue pas moins une excellente synthèse de la réflexion écologiste en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle.

*« Le livre que vous avez entre les mains, se voulait à l'origine plus qu'un hommage ; il avait l'objectif de mettre en œuvre un processus d'identification avec une personnalité dans laquelle on pouvait se reconnaître », écrit Michel Sourrouille dans son épilogue. « En d'autres termes, je ne suis pas Nicolas Hulot, et pourtant je suis aussi Nicolas Hulot, comme à une époque nous étions tous Charlie, par solidarité, animés d'un même mouvement. (...) Qu'il soit remercié pour son courage. Même si certains de ses actes sont à débattre, il n'a jamais personnellement changé d'avis sur les sujets essentiels. Il n'a été ni naïf, ni angélique. Il a été obligé d'avancer pas à pas, mais il n'a jamais reculé de son plein gré. Au fond j'admire Nicolas Hulot qui a persisté à jouer assez longtemps une partie perdue d'avance dans le contexte actuel. (...) Il avait clairement conscience que sa tâche au gouvernement paraissait impossible, mais que ce n'était pas une raison pour ne rien tenter.»*

<http://jne-asso.org/blogine/2018/11/05/nicolas-hulot-la-brulure-du-pouvoir/>

On peut aussi en lire une présentation sur ce blog biosphere :

<http://biosphere.blog.lemonde.fr/2018/10/01/biosphere-info-nicolas-hulot-et-la-brulure-du-pouvoir/>

## **A la COP24, les Etats-Unis jouent les équilibristes**

**Richard Hiault Le 12/12 2018 Les Echos.fr**



*L'ancien vice-président Américain Al Gore, prix Nobel de la paix 2007 et ardent défenseur de l'environnement. - AFP*

**Washington ne peut quitter l'accord de Paris qu'en 2020. A Katowice, les représentants américains continuent de négocier. Certains espèrent que le prochain président des Etats-Unis reviendra sur la décision de Donald Trump.**

Etre dehors tout en étant dedans. [A Katowice, où se tient la COP 24](#) depuis le 3 décembre, les

négoceurs américains se retrouvent dans une position d'équilibriste. Pris entre deux feux. Ils doivent respecter [l'annonce du président des Etats-Unis](#) , faite en juin 2017, de retirer le pays de l'Accord de Paris conclu en décembre 2015. Donald Trump ne rêve que d'une chose en matière climatique : le torpiller. En plein mouvement des gilets jaunes, le président américain avait envoyé, via son compte twitter, un message cinglant au gouvernement français. « *Peut-être qu'il est temps de mettre fin à l'accord de Paris, ridicule et extrêmement cher, et rendre l'argent aux gens en réduisant les impôts* », avait-il suggéré.

*Very sad day & night in Paris. Maybe it's time to end the ridiculous and extremely expensive Paris Agreement and return money back to the people in the form of lower taxes? The U.S. was way ahead of the curve on that and the only major country where emissions went down last year!*

— Donald J. Trump (@realDonaldTrump) [8 décembre 2018](#)

Au coeur des négociations de Katowice, certains diplomates du département d'Etat jouent la montre. Ils espèrent que les Etats-Unis resteront, au final, dans l'accord conclu en France à la COP 21. Car au-delà du désir présidentiel, les Etats-Unis sont toujours partie prenante. Officiellement, ils ne peuvent pas quitter l'accord avant 2020. En novembre précisément, soit, comme par hasard, au lendemain des prochaines élections présidentielles. Secrètement, certains négociateurs américains misent sur un nouveau président plus compréhensif face aux enjeux climatiques.

### **Satisfaire Donald Trump**

En attendant, ils tentent de peser de tout leur poids dans les négociations même si leur influence a considérablement diminué avec la nouvelle administration américaine. Certes, à la COP 24, les Etats-Unis ont une fois de plus plaidé en faveur des énergies fossiles polluantes. Ils se sont aussi alliés avec l'Arabie Saoudite, la Russie et le Koweït pour minimiser [le rapport alarmiste du Giec](#) publié en octobre sur le réchauffement climatique.

Une position jugée mardi, à Oslo, « *insultante* » par l'ancien vice-président américain Al Gore, prix Nobel de la paix 2007. « *Pour les trois plus gros producteurs d'hydrocarbures de la planète, c'était, pour ainsi dire, dérangeant d'accueillir favorablement les faits scientifiques* » de ce rapport, a commenté Al Gore.

La posture officielle des Etats-Unis à Katowice a pour but de satisfaire Donald Trump car les négociateurs américains ont toujours voie au chapitre. « *Les Etats-Unis veulent une transparence totale en ce qui concerne la réduction des émissions de gaz à effet de serre, indique David Levai, coordinateur Gouvernance internationale du climat de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri). Que ce soit en matière de reporting, de suivi et de vérification* ». Washington entend également « *limiter dans le temps la flexibilité qui serait octroyée aux pays en développement* » pour mettre en oeuvre leur politique de réduction des émissions.

### **Pas de [passagers clandestins](#)**

En clair, les Etats-Unis veulent s'assurer que les grands pays émergents à l'instar de la Chine et

de l'Inde ne soient pas des passagers clandestins de l'accord de Paris. Si la diplomatie climatique américaine a été déterminante les années qui ont précédé l'élection de Trump, c'est pour s'assurer que leur grand rival, la Chine, respecte les mêmes conditions. Le département d'Etat continue de défendre ces positions : règles communes, objectifs non contraignants et volontaires. Mais, si les négociations de Katowice aboutissent à un règlement séparant pays industrialisés et pays en développement en matière de réductions des émissions, cela pourrait empêcher le plein retour des Etats-Unis dans le jeu avec un autre président, a averti, [dans le Guardian, Sue Biniaz](#), ancienne négociatrice climat au sein de la précédente administration américaine.

## SECTION ÉCONOMIE



### **L'Europe se prépare à la faillite des États... et des banques**

Publié le 12 décembre 2018 à 13:00:19 / 17 commentaires / 4 014 vues

Comme vous le savez, il y a à mon sens un immense problème autour de la gouvernance de la zone euro. Techniquement, la zone euro ne fonctionne pas. Chaque accord se fait à... Lire la suite



### **Ralentissement confirmé en zone euro**

Publié le 13 décembre 2018 à 07:00:56 / 3 commentaires / 566 vues

Les indices PMI IHS Markit confirment le ralentissement de l'activité dans la zone euro... Et ce ralentissement est très logique, car il n'y a aucune raison pour que... Lire la suite



### **Charles Sannat: "Notre problème c'est la dette et nous ne la paierons pas. Nous en sommes incapables !"**

Publié le 13 décembre 2018 à 13:00:36 / 2 commentaires / 405 vues

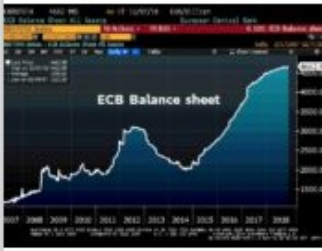
Tous les jours, je reçois des messages, des gentils, des aimables, des méchants, des insultes, il y a évidemment de tout. Tous les jours, depuis maintenant 3 semaines, je... Lire la suite



### **Philippe Béchade: Marchés US: "On est arrivé à des niveaux de valorisation absolument stratosphériques !"**

Publié le 12 décembre 2018 à 18:33:33 / 2 commentaires / 995 vues

Le face à face a opposé Philippe Béchade, rédacteur en chef de la Bourse au quotidien, de la Chronique Agora, membre des Econoclastes, et Régis Bégué, directeur de la... Lire la suite



## La taille du Bilan de la BCE continue de croître dangereusement et atteint désormais près de 4663 milliards €, soit 41,6% du Pib de la zone euro

Publié le 12 décembre 2018 à 17:42:16 / 0 commentaire / 319 vues

Toujours au travers du programme de quantitative easing (Q.E: 30 milliards d'euros/mois d'achats d'actifs), le total des actifs de la BCE a augmenté de 2,7...



## Charles Gave: "J'espère me tromper mais je crois qu'on est en train de semer les graines d'une guerre civile !"

Publié le 12 décembre 2018 à 20:26:07 / 36 commentaires / 3 928 vues

Ci-dessous, l'intégralité de l'entretien avec Charles Gave enregistré le Vendredi 7 décembre 2018. Charles Gave réagit au mouvement des gilets jaunes et sur...  
Lire la suite

## Marchés: cette courbe qui inquiète tous les investisseurs !

Le 13 Déc 2018 à 09:00:55 / 2 Commentaires / 596 vues



Les indices boursiers repiquent du nez ces dernières heures. Deux raisons, selon Alain Pitous : le doute qui semble s'installer sur l'accord commercial entre la Chine et les Etats-Unis. Et surtout l'aplatissement de plus en plus évident de la courbe des taux d'intérêt américains. Les explications d'Alain Pitous, directeur Général de Talence Gestion. Ecorama du 5 décembre 2018, présenté par David Jacquot sur boursorama.

## **Wall Street inquiète, face à la possibilité d'un nouveau « shutdown ».**

par [Charles Sannat](#) | 13 Déc 2018

C'est l'AFP qui nous apprend que les marchés américains Wall Street en tête s'inquiètent « notamment des menaces de paralysie de certaines administrations brandies par Donald Trump ».

Si les investisseurs étaient rassurés par « l'espoir d'avancées dans les négociations entre Pékin et Washington après un entretien téléphonique du vice-Premier ministre chinois Liu He, avec le secrétaire américain au Trésor Steven Mnuchin et le représentant pour le Commerce Robert Lighthizer » il ont ensuite été « probablement refroidis par les échanges entre Donald Trump et des représentants démocrates sur le financement d'un mur à la frontière avec le Mexique », a avancé Peter Cardillo de Spartan Capital Securities.

Lors d'un échange très tendu avec Nancy Pelosi et Chuck Schumer, en présence des journalistes, le

locataire de la Maison Blanche a en effet menacé d'aller jusqu'au « shutdown », soit la paralysie de certaines administrations, si les démocrates refusaient de voter le financement du mur controversé.

Une telle perspective « n'est pas forcément de bon augure pour les marchés », a souligné M. Cardillo.

Quand on connaît la psychologie de Trump, cela ne va pas franchement lui poser beaucoup de problème de bloquer tout ce qui doit-être bloqué pour obtenir l'accord qu'il souhaite obtenir.

Trump est un homme très déterminé qui connaît parfaitement l'art de la négociation dont il a fait carrément un ouvrage.

Cela promet quelques belles passes d'armes.

Charles SANNAT Source AFP via site [Zonebourse.com](http://Zonebourse.com)

### Wall Street, face à la possibilité d'un "shutdown", s'installe dans le rouge Zonebourse.com afp/rp 11/12/2018 |



New York (awp/afp) - Wall Street, qui avait débuté la journée en nette hausse, s'installait dans le rouge en deuxième partie de séance, les investisseurs s'inquiétant notamment des menaces de paralysie de certaines administrations brandies par Donald Trump.

Vers 19H00 GMT, le Dow Jones Industrial Average reculait de 0,72%, l'indice élargi S&P 500 de 0,50% et le Nasdaq de 0,38%.

Ils avaient pourtant été encouragés en début de séance par l'espoir d'avancées dans les négociations entre Pékin et Washington après un entretien téléphonique du vice-Premier ministre chinois Liu He, avec le secrétaire américain au Trésor Steven Mnuchin et le représentant pour le Commerce Robert Lighthizer.

Le président américain a de son côté dans un tweet assuré que des "conversations très productives" étaient en cours entre les deux capitales.

Mais les investisseurs ont ensuite été "probablement refroidis par les échanges entre Donald Trump et des représentants démocrates sur le financement d'un mur à la frontière avec le Mexique", a avancé Peter Cardillo de Spartan Capital Securities.

Lors d'un échange très tendu avec Nancy Pelosi et Chuck Schumer, en présence des

journalistes, le locataire de la Maison Blanche a en effet menacé d'aller jusqu'au "shutdown", soit la paralysie de certaines administrations, si les démocrates refusaient de voter le financement du mur controversé.

Une telle perspective "n'est pas forcément de bon augure pour les marchés", a souligné M. Cardillo.

Le retournement de tendance en cours de séance est aussi "de nouveau une illustration de la très forte volatilité qui caractérise actuellement le marché", a souligné M. Cardillo.

Lundi, la Bourse de New York a ainsi terminé en hausse dans le sillage d'un regain de vigueur du secteur technologique alors qu'elle avait été plombée en début de journée par les tensions commerciales sino-américaines et les remous autour du Brexit faisant plonger son indice vedette, le Dow Jones, de plus de 2%.

## **Les bancaires américaines en difficulté**

**Wolfstreet , Par [Or-Argent](#) - Déc 13, 2018**



**Il y a quelque chose d'inquiétant du côté des banques américaines : elles sont fortement exposées à l'endettement des entreprises alors que la qualité du crédit se détériore.**

Ce mardi, l'US KBW Bank index, un indice qui regroupe les 24 plus grandes banques américaines et qui fait office de baromètre du secteur bancaire américain, a baissé de 1,2 %. Il s'agissait de sa 5e baisse consécutive, qui a porté l'indice à son plus bas depuis le 7 septembre 2017. Désormais, il se trouve au même niveau que décembre 2016. Cela signifie que 2 années de gains sont parties en fumée. Voici les résultats des sessions du 5 au 11 décembre :

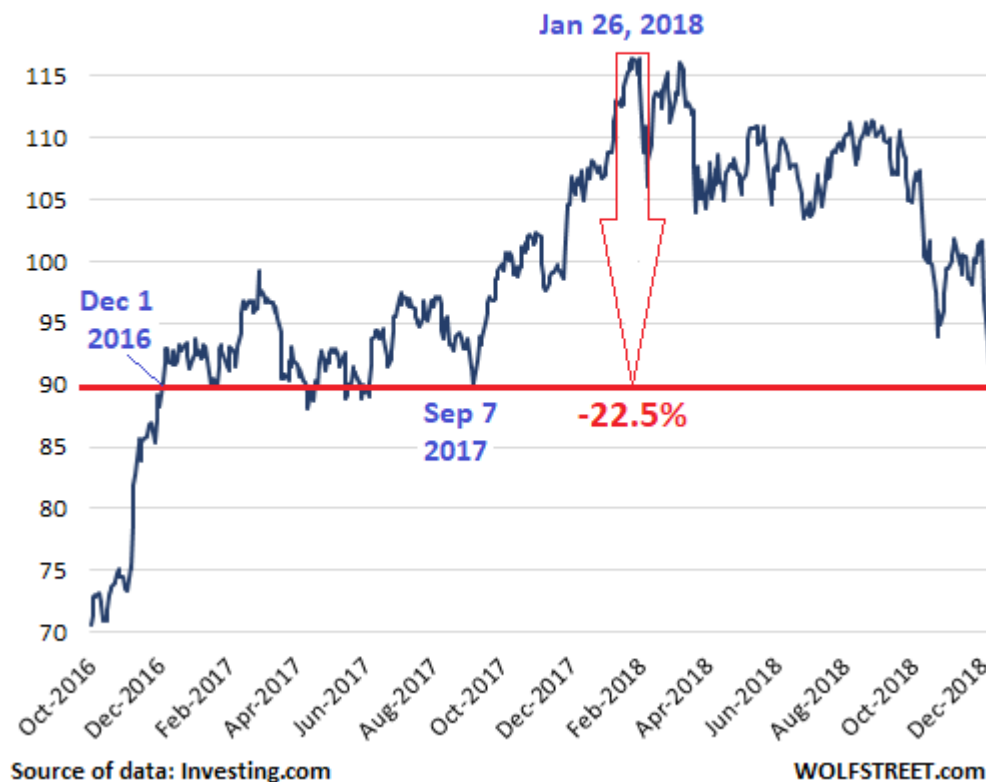
- 11 décembre : -1.2 % ;
- 10 décembre: -2.1 % ;
- 7 décembre : -2.0 % ;
- 6 décembre : -1.6 % ;
- 5 décembre : -4.9 %.

Cependant, ces chiffres n'incluent pas le titre Goldman Sachs. Une institution financière massive, mais qui n'est pas une banque. L'action Goldman a baissé de 35 % depuis son plus haut historique de février dernier. Pour en revenir à l'indice KBW, il a reculé de 22,5 % depuis

son pic d'après la crise financière du 26 janvier 2018 :

## Big Banks Are Getting Crushed

### Bank Index KBW



Au cours de ce 4<sup>e</sup> trimestre, l'indice a baissé de 14 %. À moins d'un miracle de Noël qui permettrait aux banques de sortir la tête de l'eau, une période de 3 mois en recul de 14 % signifierait le pire résultat trimestriel depuis le T3 2011. Si les ventes de titres pour raisons fiscales devaient se matérialiser d'ici la fin de l'année, cela pourrait empirer dans les 2 semaines à venir.

Pire, on n'a pas connu telle situation lorsque le pétrole s'est effondré durant le 3<sup>e</sup> trimestre de 2015, alors que les investisseurs craignaient de voir les banques encaisser de lourdes pertes sur les prêts accordés au secteur pétrolier. (...)

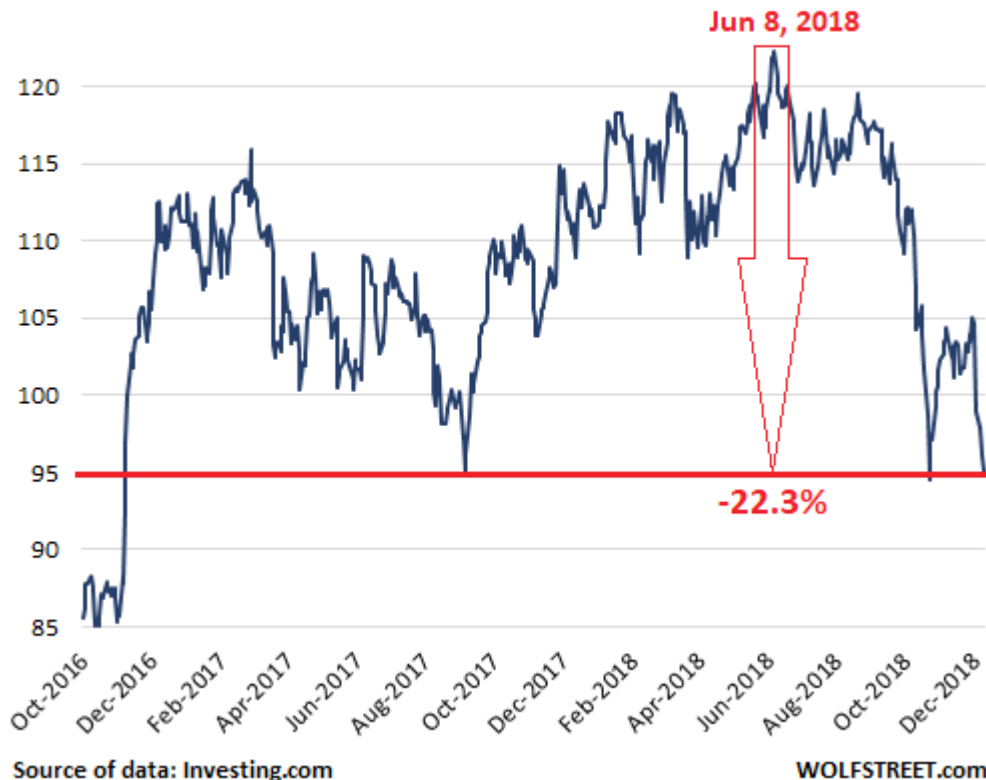
Les grandes banques américaines sont lourdement exposées à la dette d'entreprise. Celle-ci, qui inclut la dette de l'immobilier commercial, a atteint des niveaux records tandis que la qualité du crédit s'est détériorée. La FED a d'ailleurs cité ce problème en tant que risque majeur à la stabilité financière dans son dernier rapport.

Mais cela ne concerne que les 24 plus grandes banques américaines. Qu'en est-il des petites banques régionales ? Depuis janvier, elles se comportent plutôt bien, en atteste l'indice KBW US Regional Bank Index. À l'époque, Wall Street nous disait que les banques régionales ne seraient pas concernées par la glissade des grandes banques, que les investisseurs devaient pivoter des titres de ces dernières vers ceux des premières. Mais après avoir atteint un pic le 8

juin, l'indice a commencé à chuter en septembre. Désormais, il a également plongé de 22,3 %, mais sur une période bien plus courte que l'indice des grandes banques :

## Regional Banks Now Get Crushed Too

### Regional Bank Index KBW



Il s'agit d'une nouvelle ère pour les banques. La FED les a forcées à augmenter leurs provisions afin d'être prêtes à couvrir leurs pertes sur les obligations corporate qui se matérialiseront dans les années à venir. Pour l'instant, il n'y a pas péril en la demeure. Les impayés restent faibles, l'argent reste relativement bon marché et abondant. Les véritables dégâts ne sont pas pour tout de suite.

## Mais que se passe-t-il à la Deutsche Bank ?

Publié par [Philippe Herlin](#) | 13 déc. 2018 GoldBroker.fr/

Mais que se passe-t-il avec la Deutsche Bank ? Le gouvernement allemand, qui n'est pas connu pour son interventionnisme, pousse à une fusion du mastodonte bancaire avec la deuxième banque du pays, la Commerzbank, selon le magazine économique *Focus*. Le ministère des Finances envisagerait une prise de participation au capital de Deutsche Bank pour ensuite organiser un rapprochement des deux banques via un échange d'actions, sachant que l'État est déjà le premier actionnaire de Commerzbank avec 15% du capital. L'objectif serait de s'assurer que la première économie européenne dispose d'au moins un établissement bancaire capable d'accompagner ses entreprises à l'international ([La Tribune](#)). Ah bon, la situation est si

grave ? Les entreprises de l'un des plus grands pays exportateurs de la planète pourraient perdre l'accès aux marchés financiers internationaux ?



La Deutsche Bank ne va pas bien, son cours a perdu 50% de sa valeur depuis le début de l'année, mais la Commerzbank ne se porte pas mieux puisque son action a reculé de 46% sur la même période. L'effondrement du cours de la Deutsche Bank depuis son plus haut atteint en mai 2007 (105 euros) est même vertigineux : - 90% !

La première banque allemande inquiète depuis longtemps, jusqu'à la Banque Centrale Européenne, [nous l'avions signalé en avril dernier](#). La Deutsche Bank est perpétuellement en "restructuration", mais sans jamais parvenir à dégager une rentabilité satisfaisante. Elle est au cœur de nombreux litiges qui lui ont déjà coûté 18 milliards de dollars d'amendes depuis la crise financière de 2008 (manipulations du Libor et de l'Euribor, sur les *subprimes*, le marché des changes, etc.). Et surtout, elle est la banque la plus exposée aux produits dérivés dans le monde, avec un montant estimé de 64.000 milliards de dollars, soit 16 fois le PIB de l'Allemagne...



Comme si cela ne suffisait pas, elle vient d'être impliquée dans l'un des plus grands scandales de blanchiment de l'histoire, celui de la banque danoise Danske Bank, pour le montant hallucinant de 180 milliards d'euros). La fraude passait par sa filiale située en Estonie, mais la Deutsche Bank gérait 80% des flux en provenance de la banque danoise pour ses clients en Russie... une affaire à suivre, qui pourrait coûter très cher à la banque de Francfort.

Son effet de levier est de 28 (1 euro de liquidité pour 28 euros d'engagements) ; un ratio démentiel qui la fragilise en cas de retournement des marchés. Mais ce chiffre s'inscrit finalement dans la norme européenne, malheureusement. Les banques françaises jouent aussi avec le feu, et le payent par des cours en berne, nous l'avons montré.

Alors, que se passe-t-il à la Deutsche Bank ? En fait, elle souffre de la maladie commune des banques européennes, c'est-à-dire essentiellement un effet de levier bien trop élevé, à laquelle elle rajoute quelques casseroles spécifiques (montant record des produits dérivés, manipulations et blanchiment supérieurs à la moyenne). D'où cette volonté du gouvernement allemand de la fusionner, en croyant ainsi la renforcer, même si la crise de 2008 a montré que la logique "*too big to fail*" ne réglait pas les problèmes et déresponsabilisait l'équipe dirigeante. C'est plutôt un démantèlement qu'il faudrait mettre en œuvre, sinon les poches de la riche Allemagne risquent de ne pas être assez profondes... Et au-delà, cette banque hautement systémique ferait trembler l'ensemble du secteur bancaire européen, un Lehman Brothers en pire en quelque sorte.

## Guerre commerciale sur l'automobile : avantage Chine

*Rédigé le 12 décembre 2018 par Simone Wapler*



*Image ajoutée par Nyouz2dés*

*En faisant un geste concernant les droits d'importation sur les automobiles, la Chine s'apprête à verrouiller à son profit le marché des véhicules électriques.*

La Chine vient de proposer de revenir sur les droits de douanes frappant les importations automobiles américaines. Serait-ce une nouvelle grande victoire de l'administration Trump ?

La guerre commerciale, c'est la multiplication des accords contraints, gagnant-perdant. Au lieu de laisser les gens tranquillement échanger ce qui leur convient au prix qui leur convient, les gouvernements leur mettent des bâtons dans les roues. Evidemment, ce n'est pas bon pour la prospérité dans le monde.

Selon Bloomberg (\*), plus tôt dans l'année, la Chine avait abaissé ses droits de douanes sur les voitures à 15% (au lieu de 25%). Puis elle avait ajouté 25% pour les automobiles américaines en représailles de l'administration Trump qui avait elle-même ajouté 25% pour les automobiles et camions chinois à ses 2,5% de taxe normale.

Avec les importations automobiles en Chine, nous parlons d'un marché minuscule car la plupart des constructeurs fabriquent en Chine pour les Chinois. Le plus gros exportateur est l'Allemagne avec l'équivalent de 11 Mds\$. Tesla est le seul constructeur américain à exporter substantiellement mais il vient de signer pour la construction d'une unité de production en Chine.

### **Un recul des ventes domestiques pour la première fois depuis 30 ans**

Selon la CAAM (China Association of Automobile Manufacturers) les chiffres sur 12 mois glissants sont les suivants :

- Juillet : -4,00%
- Août : -3.8%
- Septembre : -11,6%
- Octobre : -11,7%
- Novembre : -13,9%

La CAAM prévoit que l'année 2018 se conclura à -3%. Les chiffres de vente d'automobiles en Chine déclinent en rythme annuel pour la première fois depuis 30 ans.

L'industrie automobile avait été largement subventionnée par les camarades-capitalistes chinois jusqu'en 2016 mais les aides ont été réduites.

### **Le contrôle de la production des véhicules électriques**

Les chiffres montrent que ce sont les ventes aux particuliers qui baissent le plus. En revanche, les ventes de véhicules hybrides ou électriques continuent de progresser vigoureusement avec +68% de hausse en rythme annuel. Ce secteur – qui ne pèse que 4% du marché – continue à être fortement subventionné et le gouvernement a fixé pour objectif deux millions de voitures vendues d'ici à 2020, le double d'aujourd'hui. Le gouvernement a aussi prévu que dès 2019, tous les constructeurs automobiles étrangers devraient produire leurs véhicules électriques en Chine.

En réalité, c'est sur le segment du véhicule électrique que le vrai affrontement se produit et là, les Américains sont perdants.

Ce retour en arrière sur les droits d'importation est par conséquent un geste symbolique sans véritable portée financière. Il va permettre à Trump d'émettre un tweet victorieux et la Chine va verrouiller la technologie de ce qui l'intéresse : celle des véhicules électriques.

### **Pour un investisseur particulier, que retenir de tout cela ?**

Entre les affaires Renault-Nissan et Carlos Ghosn, les histoires de manipulation des résultats de test anti-pollution, la guerre commerciale, l'automobile – toujours sous emprise des

gouvernements – n'est pas un secteur sain. La concurrence est rude mais faussée, le trafic d'influence pèse et sauf à travailler dans ce secteur et le connaître intimement, les opportunités de plus-values sont maigres.

Du point de vue économique, la chute des ventes automobiles en Chine envoie un mauvais signe sur la croissance chinoise et donc la croissance mondiale. Dans un pays encore sous-équipé, si le niveau de vie progresse, les ventes de voitures devraient augmenter. C'est l'inverse qui se produit.

La croissance des camarades-capitalistes chinois serait-elle tout aussi bidon que la nôtre puisqu'elle ne se traduit pas par un véritable gain de pouvoir d'achat ?

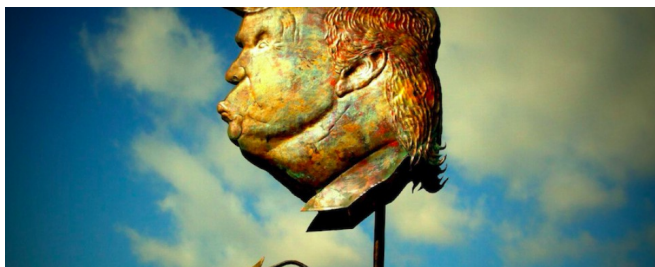
Oui, sauf à croire que l'économie administrée est supérieure à l'économie concurrentielle, que le bonheur est en Corée du Nord et non pas en Corée du Sud.

L'argent factice, le protectionnisme, le pilotage à coup de plans ne remplacent pas les accords gagnant-gagnant, ils les sapent. Mais il n'y aura probablement pas d'émeutes de gilets jaunes en Chine, là-bas, on sait comment les contenir.

1. <https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2018-12-12/china-s-auto-tariff-reversal-looks-like-a-lemon?srd=premium-africa>

## **C'est bon. Tout va bien de nouveau. 27ème retournement de veste du mois.**

Thomas Veillet Investir.ch 13.12.2018



Si l'on arrive à capter les mouvements des marchés et les retournements de vestes auxquels on assiste ces derniers jours. Si l'on trouve un moyen de transformer ça en énergie. Je pense que l'ère des centrales nucléaires, des barrages et du charbon, touche à sa fin.

### **Raté un virage**

Je me dis que c'est peut-être la fatigue d'une année compliquée qui se termine qui me fait voir les marchés avec un œil désabusé ou même désespéré. Mais quand je vois ce que je vois, je me demande à quel moment nous sommes encore capables de mettre un peu de rationalité dans nos investissements ???

Quand je me lève à 4 heures du matin et que je me tape une trentaine d'articles sur ce qui s'est passé. Sur ce qui se « pense » dans le monde merveilleux de la finance. Et ceci TOUS LES JOURS de l'année. Je me demande quand même à quel moment on a raté un virage...

## **ça c'était AVANT**

Pas plus tard qu'il y a trois jours nous étions terrifiés par les éventuelles conséquences de l'arrestation de la CFO chinoise sur les négociations des tarifs douaniers entre les USA et la Chine.

Nous étions totalement paniqués à l'idée que l'inversion de la courbe des rendements puisse signifier que la récession nous guette. Qu'elle nous guette d'ici les 20 prochains mois, au pire ou les 70 prochains mois, au mieux. Autant dire : dans un siècle.

Et puis hier, tout a changé.

Jusqu'à nouvel ordre en tous les cas.

## **Trump, ce magicien**

Trump a fait des commentaires encourageants, la CFO a été remise en liberté. Sous caution et avec un bracelet électronique avec interdiction de quitter Vancouver. Mais entre ça et la taule, c'est déjà pas mal. Les Chinois ne semblent pas non plus trop fâchés par la chose. Étonnement ils ont l'air enclin à trouver une solution. Puisqu'entre flinguer leur économie pour une CFO que l'on ne connaissait pas encore il y a 10 jours ou trouver une solution pour continuer dans une croissance avec les USA, il préfèrent quand même la croissance et le pognon.

Etrange.

Le marché s'est donc trouvé rassuré. Et puis le pétrole ne baisse plus. Ce qui rassurait aussi les pétrolières, on se dit que l'on va bien finir par remonter. Même si les coupes de productions de l'OPEP n'offrent pas non plus un réconfort total. Sans compter que le CPI américain a été publié, qu'il était dans les attentes et que, du coup, ça ne FORCE pas Powell à tenter de juguler une inflation galopante en montant les taux de 12% la semaine prochaine.

## **L'Italie a cédé (comme la Juventus)**

En Italie, on s'autorise à penser que le gouvernement d'extrême droite et d'extrême gauche vont quand même baisser leur pantalon pour faire plaisir à l'Europe et ramener le budget à 2% comme prévu par la loi martiale imposée par Bruxelles. Du coup, on sent comme un vent de soulagement.

Accessoirement Theresa May a remporté un vote qui laisse supposer qu'elle ne se fera pas virer avant le vote final du BREXIT. Ça se produira sûrement APRES, mais pour l'instant ça rassure aussi les marchés.

Dans cet environnement de RÉAssurance total, les marchés sont donc remontés et tout va bien. Ce matin il y a même des gars qui ont repéré des situations spéciales comme des séries de journées de baisse, ou des volumes spécifiques sur les options, qui laissent supposer que nous avons touché le fond pratiquement « officiellement ».

## **Y a plus qu'à**

Reste plus qu'à que Trump l'annonce dans un Tweet ou que Powell décide de ne pas monter les taux la semaine prochaine.

Alors que l'on se rassure, pour faire bon poids, bonne mesure, on a quand même des gars qui sont venus hier pour dire « que l'on n'a encore rien vu et que la baisse ne fait que commencer »... Il faut de tout pour faire un monde et quand l'ambiance est bien pourrie et que l'on a bien la tête sous l'eau, autant la maintenir encore un moment.

Toujours est-il qu'hier ça allait mieux et que nous n'avons pas baissé. Les marchés ont même terminé en hausse. Partout. De la folie. Quelle ambiance les amis, on se croirait à la fête de l'Élysée avec les nouvelles moquettes et les nouveaux rideaux de Brigitte Macron.

### **Enfin, TOUT VA BIEN (mieux, en tous les cas)**

Pour résumer : tout va mieux, le pire est derrière nous et tant que Trump ne balance pas un Tweet pour dire qu'il pense que tous les Chinois sont idiots et qu'il va les humilier publiquement, il y a encore de l'espoir.

Maintenant quand à savoir s'ils vont réussir à nous retourner le marché d'ici le 31 décembre, histoire que 2018 soit « un peu moins pourrie », ça paraît compliqué. Il reste 10-11 jours de trading avant 2019 et sachant que la plupart d'entre nous – surtout d'entre-MOI – vont bâcher dans 48 heures, ça ne va pas être simple.

Ce matin toute l'Asie est en hausse. On saluera les 1.6% de hausse en Chine. La Chine qui définitivement ne semble plus vouloir baisser. On notera que l'on cherche désespérément le « bottom » du marché US qui est à peine en baisse de 12% depuis les plus hauts, mais personne ne cherche le « bottom » de la Chine qui s'est quand même faite défoncer de 30% en 2018.

Ah oui, j'oubliais. C'est vrai que la croissance de la Chine ralentit et qu'elle devrait être d'à peine plus de 6% en 2019. Pathétiquement faible.

C'est vrai que quand on regarde la croissance de la France du Roi Macron et de la Reine Brigitte, ça fait nettement plus envie. Plus ou plus, je ne sais pas. C'est vous qui voyez.



## **Le reste**

L'or est à 1249\$. Le pétrole est à 51.33\$ et les experts trouvent qu'il remonte bien. On se contente de peu, mais je ne vais contredire personne à l'aube du débarquement du Père Noël, ça ne serait pas chrétien.

Pour le reste, dans les nouvelles du jour on retient donc que Theresa May a remporté un vote de confiance, ce qui devrait lui permettre de continuer à négocier le BREXIT jusque vers la fin du siècle prochain. Ce qui devrait également permettre au reste du monde de s'en foutre comme de leur première tranche de foie gras ou de leur première cravate Hermès.

Il faut noter que dorénavant, Theresa May va pouvoir se rendre à Bruxelles pour négocier au sujet de la frontière irlandaise. Quelle émotion.

Dans le reste des informations super-chouettes, on parle de l'Italie qui va probablement finir par se dégonfler comme une baudruche devant Bruxelles. Juncker va encore pouvoir faire le paon alors qu'il devrait être en cellule depuis longtemps pour avoir inventé l'évasion fiscale et le gouvernement italien va passer pour des clowns. Comme d'habitude.

## **Y en n'a point comme nous**

Mais nous on s'en fout, en Suisse on a des Conseillers d'Etat qui ont plus de casseroles au cul que la Mère Royaume, mais qui s'accrochent encore. Alors ça fait vachement plus sérieux et crédible.

On parle aussi de Cohen, l'avocat de Trump qui vient de se prendre 3 ans de taule pour une longue liste de malversations dans la campagne de son client qui lui, est toujours à la Maison Blanche.

Je me demande à quel moment on va se rendre compte que la TOTALITÉ de la classe politique est pourrie jusqu'à l'os ??? Ou alors est-ce que l'on préfère simplement continuer à se faire balader par ces escrocs et ces débiles mentaux sous prétexte qu'ils ont été « élus démocratiquement »... Je crois qu'on préfère se faire balader en fait..

Mais là n'est pas le sujet. On retiendra aussi que ce jeudi c'est la journée de la BCE. La Banque à Draghi devrait annoncer la fin définitive du QE européen. Il n'y a pas de croissance en Europe, mais on n'a plus besoin du soutien de la banque centrale. Tout va bien. Mission accomplie.

## **Heureusement il y a la BNS pour garder la motivation**

Dans les « monstres nouvelles » qui font plein de suspense, nous aurons la décision de la BNS en Suisse. Au sujet des taux. Je ne sais pas si je vais parvenir à contenir mon excitation : « attention, après une longue concertation, une fondue au fromage de gruyère et une tourte de Linz, la BNS a décidé.... (roulements de tambour)....de ne RIEN FAIRE... ».

Youpie.

Il y aura aussi les jobless claims aux USA et puis ensuite on regardera si les Chinois et les Américains sont toujours en train de danser main dans la main sur les tarifs douaniers ou pas. C'est ce qui nous décidera à acheter ou pas.

Voilà, voilà...

### **Binaire ou Bipolaire, même combat**

La finance mondiale est devenue totalement binaire et dès demain on va commencer à spéculer sur ce que Powell va bien pouvoir faire ou dire lors du prochain meeting de la FED. Reste à savoir si Trump a réussi à lui passer la main dans le dos pour l'amadouer ou pas. Mais nous aurons sûrement la réponse sur le contenu de leur vie sexuelle et sur la conséquence de cette dernière sur les taux dès mercredi prochain.

### **Bienvenue Stéphane Alec**

Nous accueillons aujourd'hui un nouveau contributeur, Stéphane Alec, qui va nous réexpliquer les propriétés basiques des corrélations. Parce que si vous vous demandez pourquoi vos portefeuilles ne sont pas diversifiés aussi bien que vous le pensiez, c'est probablement à cause de la corrélation. Et si vous n'avez pas été assez attentifs durant le cours de math, voici le module de rattrapage, parce que Stéphane il a tout compris quand il étudiait à l'EPFL. Vous trouverez cela un peu plus bas et inutile de mettre 3 aspirines dans votre café.

Passez une excellente journée et n'oubliez pas le bonnet et les gants.

Thomas Veillet  
Investir.ch

« Before you marry a person, you should first make them use a computer with slow Internet service to see who they really are. »

Will Ferrell

## **Le vrai problème inexploré: faire de la politique autrement. Avoir raison et gagner.**

**Bruno Bertez 13 décembre 2018**

Ceci est la réponse à un commentaire de lecteur dont vous trouverez le texte ci dessous.

[Editorial: Macron et le Medef ont lancé quelques Nonosse, les toutous vont ils rentrer à la niche](#)

John Drake

*Je vois surtout dans le résultat de ce sondage, la conséquence aussi d'un vaste supermarché de l'offre. Cette pléthore de partis offerts au « caddy » des « citoyens consommateurs » est une démarche pernicieuse volontaire accentuée par l'absence d'un vrai débat sur le bilan réel de notre appartenance à l'Union Européenne. Ce débat, en France, NE DOIT PAS EXISTER. Le système est fait pour, qu'autour de la question sur l'UE, tout reste gazeux.*

### **Ma réponse développée:**

je suis d'autant plus d'accord avec vous que c'est ce que je ne cesse de répéter. L'enfumage et la division sont les armes des élites. Mais pas que...

J'ajoute autre chose, c'est la chose suivante:

La fonction d'un homme politique n'est pas d'avoir raison, c'est ce que je disais en son temps

à JP Chevènement. Il faisait « le pari de l'intelligence », mon expérience me conduisent à parier sur la bêtise, sur la lâcheté et la veulerie.

Et j'ai raison car les élites n'ont de cesse de déculturer, d'abaisser le niveau: école, mass médias, immigration, destruction du langage, de la syntaxe, de la logique, du raisonnement. Elles organisent la dictature des perceptions et des images sur le raisonnement, sur la compréhension et sur le sens. D'où la destruction, l'utilitarisation de l'Histoire.

La fonction d'un homme politique n'est pas de témoigner, non sa fonction est de conduire l'action pour gagner.

Pour gagner j'insiste car ceci n'a aucun rapport avec le fait d'avoir raison.

Il n'y a nulle magie en politique et celui qui a raison témoigne certes mais il ne gagne pas obligatoirement. Bien souvent le plaisir narcissique lui suffit.

Donc la question qui se pose c'est de proposer une analyse, puis une praxis politique, puis une action qui fassent gagner.

Et cette praxis, ce mode d'action restent à inventer.

La question de la vérité c'est de savoir pourquoi le mensonge réussit aussi bien.

Et c'est la question centrale en politique post- moderne.

Le lien entre avoir raison et gagner, personne n'ose l'explorer car cela renvoie à Lénine et à son fameux « que faire? ».

Faut il des fers de lance? Faut il organiser le peuple, faut il espérer que nos ennemis nous donnent les moyens -audiovisuels- de les abattre?

Vous avez raison il faut d'abord nommer les choses, faire progresser la conscience politique, mais ce n'est qu'un préalable.

Personne n'ose affronter cette problématique.

La problématique du:

comment faire de la politique autrement dans le monde post- moderne ou la démocratie a été vidée de toute substance et est devenue une forme vide.

Comment faire de la politique dans un monde ou le système a pris le contrôle et ou il produit la société civile qui lui convient et lui permet de se perpétuer et reproduire?

C'est le développement inégal entre le monde, les structures, les superstructures:

les structures et les narratives sont inadaptés.

## **Après le G20, le Conseil européen qui ne sert à rien**

**François Leclerc 13 décembre 2018 <https://decodages.com/>**

Entre Bruxelles et Rome le spectacle continue avec le bénéfice d'un nouvel entrant, Paris. En creusant le déficit budgétaire 2019, à un niveau qui fait encore l'objet de tous les calculs, Emmanuel Macron a donné un grand coup de main involontaire à ses homologues italiens.

Toute prudente, la Commission ne peut laisser s'installer l'idée qu'elle couvrirait une inégalité

de traitement entre les Français et les Italiens qui serait du pain béni pour ces derniers. Comment adresser une infraction pour déficit excessif à l'un et pas à l'autre ? Comment le pacte budgétaire y résisterait-il à ce stade ? Les tractations, déjà bien engagées avec le président du Conseil italien, devraient donc finir par aboutir, une fois passée une période de décence pour ne pas apparaître comme trop liées à la nouveauté française. Toutefois, il ne faudra pas être trop regardant sur la conclusion des négociations avec Giuseppe Conte, en particulier sur les prévisions de croissance sur la base desquelles le déficit budgétaire est calculé.

De son côté le gouvernement français, qui s'est ressaisi, fait tous ses efforts afin de limiter le dépassement, promettant que le déficit reviendra à 2,5% en 2020. Il s'y emploie déjà dans le cadre fixé par Emmanuel Macron : pas de détricotage des mesures déjà sur leurs rails, pas question de se déjuger, le cap doit être maintenu. Et il va tenter de noyer la révolte dans le flot des paroles d'un grand débat national.

Au milieu de tout cela, Pierre Moscovici appelle à contenir le dépassement français et à améliorer la proposition italienne d'un déficit de 2,04%, assuré de rencontrer de part et d'autre le degré de compréhension nécessaire pour que tout finisse pour le mieux dans un monde imparfait.

En se taisant, le gouvernement allemand y contribue, dans l'attente des réactions qui seront recueillies lors du sommet européen qui débute ce soir. Aucun casus belli n'est cependant à attendre, car le Conseil va entériner le rejet de la quasi-totalité des propositions de relance européenne d'Emmanuel Macron, et c'est l'essentiel. S'il en était besoin, le dérapage budgétaire français viendrait désormais le justifier.

Selon Reuters, le communiqué final ne fera mention que du vague projet « de travailler à la conception, aux conditions, à la mise en œuvre et au calendrier d'un instrument budgétaire pour la convergence et la compétitivité » et non à des fins de relance. Et le système de garantie commune des dépôts bancaires en zone euro ne sera même pas mentionné, ce dernier pilier d'une union bancaire destinée à rester bancaire tant que le système bancaire européen sera miné par la masse des « prêts non performants » qu'il détient.

L'heure est aux accommodements politiques qui ne résolvent rien, chacun restant dans son trou.

## **« Le Premier ministre espagnol (lui) vient d'augmenter le SMIC de 22 % !!!! »**

**par [Charles Sannat](#) | 13 Déc 2018**

**[SMIC : le salaire minimum]**

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Halalalala... Que ces débats économiques sont passionnants ! Alors que Macron vient d'augmenter la prime d'activité, qui concerne en gros un smicard sur 4, ce qui laisse la plus grande majorité sur le carreau, le Premier ministre espagnol, lui, vient de décider d'une augmentation massive du SMIC de 22 %, ce qui est évidemment considérable.

Voilà ce que vient de nous rapporter l'AFP.

## **22 % d'augmentation dès 2019 !**

« Le chef du gouvernement espagnol Pedro Sanchez a annoncé mercredi qu'il augmenterait par décret le salaire minimum de 22 %, lors du conseil des ministres du 21 décembre qui aura lieu à Barcelone.

Elle entrera en vigueur « à partir de 2019 » et constituera « la hausse la plus importante depuis 1977 », a déclaré Pedro Sanchez devant les parlementaires. »

Le salaire minimum mensuel va donc passer de 858 euros à 1 050 euros bruts.

L'AFP note d'ailleurs que « Pedro Sanchez fait passer une mesure phare de son projet de budget pour 2019 par décret parce qu'il n'a pas en ce moment les appuis nécessaires pour faire voter au parlement ».

Sa décision a été durement critiquée par l'opposition de droite.

## **Quel est le coût de la vie en Espagne ?**

Il est cher. Très cher ! En dehors des fruits et légumes qui sont un peu moins coûteux qu'en France et du logement qui est également moins onéreux, les prix de la vie quotidienne sont sensiblement équivalents à ceux que nous payons ici en France. C'est un peu moins cher, mais ce n'est pas franchement flagrant.

Avec l'euro, les prix en Espagne ont explosé à la hausse. Pas les salaires. En Espagne, peut-être plus qu'en France, l'euro a eu un effet d'appauvrissement évident vis-à-vis du pouvoir d'achat.

En augmentant significativement le SMIC, Pedro Sanchez, bien sûr, se met en situation d'éviter... un mouvement gilets jaunes en Espagne.

Donc si humainement on comprend évidemment la nécessité de l'augmentation du SMIC, cela a assurément des conséquences économiques importantes.

## **Que se passe-t-il quand on augmente le SMIC ?**

Nous sommes, comme vous le savez, dans un cadre d'économie ouverte. On peut être pour ou contre, mais nous sommes dedans. Cela implique que si l'on ne change pas le cadre, il faut tenir compte des différences de compétitivité entre chaque pays.

L'un des éléments importants de la compétitivité c'est le coût de la main-d'œuvre et donc le salaire minimum.

Le salaire minimum n'est pourtant pas le seul élément de la compétitivité.

Il y a aussi, par exemple, la productivité, la durée légale du travail ou encore la qualité des produits, la capacité marketing, sans oublier également la fiscalité, les normes, bref, la compétitivité d'un pays cela va de ses infrastructures à sa sécurité : c'est donc un sujet très vaste et très complexe qui ne peut pas être réduit uniquement à la dimension salariale. Mais, les salaires restent un vrai sujet.

## **Il faut donc quelques points de comparaison.**

En France, le SMIC brut est de 1 498 €.

En Allemagne, le SMIC brut est de 1 498 € (tout pareil que la France, et c'est pour cela que Macron ne veut pas augmenter le SMIC brut, mais uniquement la prime pour l'emploi, pour ne pas que la convergence de SMIC entre France et Allemagne cesse. Ce n'est pas une stratégie absurde, encore faudrait-il éventuellement l'expliquer aux Français... qui sont suffisamment grands pour le comprendre!).

En Belgique, le SMIC brut est de 1 562,59 €.

En Espagne, le SMIC brut est de 858 €.

La différence avec la France est de 640 euros chaque mois ! C'est évidemment considérable. Dit autrement, pour « deux salariés espagnols achetés, le troisième est offert » !!! Je sais, cela fait un peu bétail, mais si le totalitarisme marchand nous considérait comme des êtres humains doués de capacités et pas uniquement de bétail, il y aurait moins de gilets jaunes dans notre pays.

Avec cette augmentation de 22 %, l'écart avec la France subsiste encore, mais se réduit à 448 euros.

Il va donc falloir acheter plutôt trois Espagnols pour avoir le quatrième gratuit.

En clair, la promo sur l'espagnol devient moins intéressante. Surtout, l'Espagne va perdre de la compétitivité de coût par rapport à certains pays de l'Est.

## **PIB consommation contre PIB industriel, les lignes bougent !**

Il va être passionnant de suivre les effets économiques de cette augmentation sur l'économie espagnole, et je ne me hasarderais à aucun pronostic affirmatif, car mon intuition me souffle que l'emploi ne va pas s'effondrer en Espagne avec cette mesure.

Les industriels vont couiner un peu, mais l'automatisation augmente beaucoup en Espagne. Pour l'industrie maraîchère, très consommatrice de main-d'œuvre, il est à prévoir une augmentation des fruits et légumes... qui viennent d'Espagne ! Et c'est dans l'assiette des Français que cela va en partie se répercuter.

Dans des économies qui dépendent maintenant plus de la consommation que de la production, la sensibilité aux augmentations de salaire minimum diminue, ce qui est logique. On pourrait même dire que si dans une économie dont le PIB est à 90 % lié à la production, augmenter le SMIC est très négatif, on pourrait dire qu'en augmentant le SMIC dans un pays dont le PIB est à 70 % lié à la consommation est une excellente idée, puisque cela va mécaniquement augmenter... la consommation, donc les 70 % qui vont « grossir ».

Dernier élément justement, il y a l'idée de « propension à consommer ». En gros, moins on a de sous, plus chaque sou supplémentaire est utilisé pour consommer ce que l'on ne pouvait pas acheter avant.

Les bas salaires ont donc une propension à consommer beaucoup plus forte que les hauts salaires qui, eux, peuvent épargner.

C'est très compréhensible. En gros, on épargne traditionnellement pas avant des revenus de 1

500 euros nets. Puis plus les revenus augmentent, plus les montants épargnés augmentent également.

En augmentant le SMIC, il est donc fortement probable que l'Espagne ne dégrade pas tant que cela sa compétitivité et qu'avec un PIB où la consommation représente une grosse partie de l'activité, la croissance... reparte !!

Nous pourrions étudier le cas espagnol en 2019 et 2020 pour de vrai ! Pour le moment, personne n'ose prendre en compte ce changement dans la formation des PIB (consommation versus industrie) et donc l'impact des salaires minimaux en macroéconomie.

En clair ? J'é mets l'hypothèse qu'augmenter le SMIC dégrade la compétitivité des économies dont le PIB est basé sur l'industrie et ne dégrade pas la compétitivité des pays dont le PIB est essentiellement basé sur la consommation. C'est d'ailleurs ce phénomène que l'on peut visualiser en Chine où les salaires progressent et où petit à petit, la part de la consommation dans le PIB chinois augmente au détriment de la part industrielle sans effondrer complètement loin de là la croissance chinoise.

Passionnant je vous dis, passionnant, je vais pouvoir vérifier mon hypothèse pour de vrai !!  
Tendance dans 6 mois, réponse dans 24 mois!

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

## **Les créations d'emplois s'essoufflent**

Pas franchement de dynamisme sur le front de la création d'emploi, et cela ce n'est pas encore l'effet gilets jaunes qui aura bon dos et servira à justifier des chiffres macroéconomiques pas franchement terribles.

Non, en fait, ce n'est même franchement pas dynamique du tout.

« L'emploi salarié a progressé en France au troisième trimestre 2018 pour le 14e trimestre consécutif, mais au rythme seulement de 0,1 %, selon des chiffres définitifs de l'Insee publiés mardi 11 décembre.

Selon les dernières données de l'Insee publiées ce mardi 11 décembre, les créations d'emplois s'élèvent à 15 000 sur les trois derniers mois contre 15 900 au trimestre précédent. Dans la fonction publique, l'emploi salarié continue de baisser (-7 400) et augmente dans le privé à 22 400. Alors qu'Emmanuel Macron tente de désamorcer la crise des « gilets jaunes » en annonçant une série de mesures pour doper le pouvoir d'achat des salariés à bas revenus et des retraités modestes, la Banque de France vient d'abaisser ses prévisions de croissance à 0,2 % pour le dernier trimestre contre 0,4 % auparavant. »

En réalité, les prévisions de croissance du gouvernement étaient dès le départ beaucoup trop élevées et tout le monde le savait bien. Maintenant que la crise sociale est là, et les blocages aussi, c'est le moment de réajuster les prévisions pour les faire coller à la réalité. Tous les ans, c'est le même manège, quel que soit le gouvernement d'ailleurs.

« L'autre phénomène préoccupant est le recul de l'emploi intérimaire. D'après des chiffres du service de statistiques du ministère du Travail (Dares), l'emploi temporaire a baissé de 1,2 % contre -0,6 % au trimestre précédent. En revanche, les contrats à durée indéterminée

intérimaires mis en oeuvre en 2014 montent en puissance. Les chiffres du ministère de la rue de Grenelle indiquent que leur nombre a progressé de 9 % durant le dernier trimestre. « Il s'établit ainsi à 31 300 intérimaires, soit 3,9 % de l'effectif total d'intérimaires. »

Il n'y a donc pas de dynamique forte de création d'emplois donc de croissance. Cela ne va pas aller en s'améliorant. En effet, la politique qui sera obligatoirement menée sera une politique d'austérité. Une politique d'austérité dans un pays avec une très faible croissance économique, cela contracte le peu d'activité, détruit des emplois, et en réalité, peut vite faire plonger le pays concerné en récession.

La France, c'est un peu comme la Grèce, mais en moins pire parce que nous partons de plus haut et que nous avons nettement moins d'endettement, donc les politiques d'austérité sont moins... austères. Maigre consolation et tout cela n'est que très théorique.

**Charles SANNAT**

Source [Latribune.fr](http://Latribune.fr) ici

## **Faut-il éviter les survivalistes ?**

**Pierre Templar 13 décembre 2018**



Voilà une question qui pourrait paraître étrange sur un blog ayant pour thème la survie ! Mais il est vrai aussi que le milieu du survivalisme n'est pas exempt de tout reproche.

Aujourd'hui, de plus en plus de personnes s'engagent et rejoignent nos rangs, sans doute poussées par l'amplification des bruits de bottes, ainsi qu'une certaine prise de conscience. Grâce au Net, les réseaux se développent et les gens communiquent.

Cependant, il existe dans le lot certains types de survivalistes qui, hormis le fait de nous faire perdre du temps, pourraient bien mettre notre vie en danger...

Voici donc un florilège de gens qu'à mon sens tout survivaliste prudent ferait mieux d'éviter :

### **Le fanfaron**

Il est toujours bon de disposer dans ses préparatifs d'un stock de nourriture, d'un système de production en autosuffisance, d'un autre pour la collecte des eaux de pluie et d'une source d'énergie hors réseau. Il n'est pas mauvais non plus d'expliquer à ses voisins les raisons pour lesquelles tout cela est important dans notre monde actuel, au cas où nos conseils leur donneraient l'idée de se préparer aussi. Mais ce qu'il ne faut PAS faire, c'est se vanter du travail de préparation que l'on a accompli.

Même si le bon sens imposerait de garder le silence à propos des stocks que l'on a accumulés dans l'éventualité d'un désastre, certains survivalistes ne peuvent s'empêcher de parler. Ils ressentent le besoin de révéler au premier venu tout le détail de leur préparation, dont ils sont particulièrement fiers. A partir de là, il n'est pas difficile d'imaginer à quelle porte les gens non préparés viendront frapper en cas de chaos ! Si vous faites partie du groupe d'un fanfaron, vous pouvez d'ores et déjà vous attendre un jour ou l'autre à recevoir de la visite...

### **Le théoricien du complot**

Il est bon aussi de se tenir au courant de l'actualité pour pouvoir agir dès les premiers signes d'un désastre. Ce qui l'est moins, c'est d'éplucher les nouvelles et de voir des complots partout.

Même s'il existe des raisons légitimes de s'inquiéter - ainsi que de toute évidence un complot global contre l'humanité - cela ne signifie pas qu'il faille en devenir obsédé. Parce que ce faisant, on perd simplement du temps et de l'énergie à tenter d'y voir clair parmi toutes les manœuvres et dissimulations de nos maîtres, auxquelles nous seuls ne pouvons rien changer, de toute façon. Sans compter le risque de succomber aux "fake news", dont le milieu de la dissidence est loin d'être exempt.

Dans ce domaine, la palme revient à ces "youtubeurs" férus de catastrophisme qui annoncent la 3<sup>e</sup> GM chaque mois pour le suivant, ou qui passent des heures entières à dissenter sur la dernière couverture de L'Économiste en prétendant qu'elle est la clé. Après coup, ces gens-là vous diront qu'ils se sont trompés et que c'est tant mieux. Certes... Sauf qu'ils auront propagé la peur et déstabilisé les esprits les plus fragiles, pour les amener peut-être à faire des choses à l'encontre de leurs intérêts. Et sans même réaliser que ce faisant, ils auront servi les desseins de ceux qu'ils prétendaient dénoncer.

Personnellement, je préfère éviter ce type de complotistes et réserver mon temps et mon énergie à mes travaux de préparation.

### **Le borné**

Un survivaliste borné est quelqu'un qui est tellement convaincu qu'une catastrophe particulière va se produire qu'il passe tout son temps à se préparer en vue de cette unique éventualité. C'est

la **vision tunnel** appliquée au risque. Bien sûr, certaines catastrophes sont davantage susceptibles d'arriver, ne serait-ce qu'en raison de l'endroit où l'on vit, et nous avons chacun des scénarios qui nous inquiètent plus que d'autres. Cependant, le fait de nous concentrer sur un type en particulier ne va pas nous aider pour autant dans nos préparatifs.

J'ai remarqué que les tenants de la vision tunnel négligent souvent les bases mêmes de la survie. Comme, par exemple, se préparer en profondeur à une panne de réseau tout en oubliant de protéger sa maison des cambrioleurs.

Il n'est pas nécessaire d'éviter complètement ce genre de survivalistes à la vue courte. Souvent, ils sont tellement concentrés sur un type de désastre qu'ils y ont réfléchi dans les moindres détails. Dans ce sens, les informations qu'ils auront collectées peuvent nous être précieuses.

Cependant, ces spécialistes peuvent souvent nous faire perdre du temps, car ils ne veulent pas parler d'autre chose que de leur scénario.



### **Le passionné d'armes à feu**

La législation sur les armes est un sujet très populaire dans les milieux de la défense et de la survie. Le but ici n'est pas de rentrer dans ce débat. Cependant, je tiens à vous mettre en garde contre les passionnés d'armes à feu. C'est le genre de survivalistes qui sont tellement obsédés par leurs joujoux qu'ils ne parviennent pas à planifier correctement une catastrophe ou s'y préparer.

Ils pensent que les armes constituent la réponse adéquate à tous les problèmes. Lorsque leur plan montre une faiblesse, leur solution consiste simplement à stocker davantage d'armes ou de munitions.

Oui, les armes à feu sont certainement des outils indispensables pour la survie, et peuvent nous aider de nombreuses façons. Mais un pistolet ne sera pas très utile pour construire un abri, trouver de l'eau propre, ou guérir une infection bactérienne.

Restez loin de ce genre d'obsédés. Dans une situation de chaos, ce seront probablement les premiers à faire des choses stupides, comme tirer sur tout le monde, blesser votre famille, ou

révéler votre position.

### **Le petit chef**

Il y a une grande différence entre un chef et un "petit chef".

Le chef est un leader-né qui va amener les gens à faire des choses que le "petit chef" voudra obtenir par le biais du pouvoir, de la contrainte, de la peur, ou des punitions. Le premier va susciter la performance et la réalisation de ses objectifs en gagnant la confiance et le respect de ceux dont il est à la tête, et en leur inculquant des objectifs communs.

Même si le petit chef connaît les techniques de survie et dispose d'un bon plan en cas de catastrophe, il ne sera pas capable de faire réagir son équipe de la manière adéquate. Personne n'aime être contrôlé ni mené à la baguette. La dynamique du groupe va rapidement en souffrir et la survie de tous va être mise en péril.

Nous devons amener les gens à travailler ensemble dans les situations de chaos ; le mieux pour cela est d'éviter les petits chefs !



### **Le bigot**

Ne vous méprenez surtout pas sur le sens que j'attribue à ce mot. Il est évident que tout le monde a le droit de croire, et je pense aussi que la religion apportera un grand réconfort en cas de catastrophe. En ce sens, le fait d'avoir la foi est un atout précieux. Ce qui ne l'est pas, par contre, c'est d'être obsédé par la religion au point de chercher dans les textes sacrés les dates de la fin du monde, ou de vouloir absolument y trouver le déroulement des événements actuels.

C'est la grande spécialité des évangélistes d'outre-Atlantique, qui se plantent régulièrement.

Même s'il s'avérait que cette date est inscrite quelque part (après tout, pourquoi pas ?), il vaut toujours mieux éviter les survivalistes de type bigot. Ils sont tellement obsédés par leur propre idée à propos de la fin du monde qu'ils sont souvent incapables de voir la réalité qui est devant leurs yeux.

Cela me rappelle une blague à propos de cette femme coincée pendant une inondation :

La pauvre est chez elle tandis que l'orage devient de plus en plus fort. Elle a prié Dieu de la sauver. Un voisin arrive et lui propose de la prendre dans sa camionnette. Mais elle refuse en disant : "J'attends que Dieu me sauve !"

L'eau a commencé à monter et la femme a grimpé sur le toit. Des secouristes passent en canot de sauvetage et l'exhortent à les rejoindre. Elle refuse à nouveau : "J'attends que Dieu me sauve !". Et les secouristes repartent sur leur embarcation.

A présent, le niveau de l'eau est encore plus haut. Un hélicoptère passe et repère la femme sur le toit. L'équipage lui envoie une échelle. Mais une fois encore, la femme refuse : "J'attends que Dieu me sauve !"

L'eau monta sur le toit, et emporta avec elle la femme qui se noya.

Arrivée au ciel, elle demanda : "Mon Dieu, pourquoi ne m'as-tu pas sauvé ?"

- "Je t'ai envoyée une camionnette, un bateau et un hélicoptère ! répond Dieu. Que pouvais-je faire de plus !"

En d'autres termes, ne vous laissez pas obséder par votre propre interprétation des textes, ou par ceux qui prétendent les déchiffrer, au point de négliger ce que Dieu fait pour vous et place devant vos yeux.

## **Le diseur de bonne aventure**

Voici le dernier type de survivalistes que l'on devrait éviter à tout prix : ceux qui pensent savoir exactement ce qui se passera lors du chaos. Ce sont eux qui disent comme si de rien n'était : "En cas d'Impulsion Électromagnétique, tout le réseau va s'effondrer. Dans les trois jours qui suivent, la moitié de la population sera dans les rues pour piller et tuer. Un mois après, les gens se seront réorganisés en groupes, etc."

Il est toujours possible de prédire avec assez de précision certaines conséquences d'une catastrophe - par exemple, les supermarchés vont manquer de nourriture et les pillages débiter. Nous le savons grâce aux événements qui se sont produits récemment lors de catastrophes naturelles telles que des tempêtes, tremblements de terre, ouragans et autres.

Cependant, personne ne peut prédire exactement ce qui se passera dans un scénario d'effondrement. Lors de la guerre de Bosnie, le siège de Sarajevo a duré 44 mois. Les habitants, au lieu de se monter les uns contre les autres et de se battre pour se voler leurs ressources, se sont unis etentraidés. Bien entendu, les criminels et les ordures en tout genre n'ont pas attendu pour commettre leurs exactions, et certaines histoires sont terribles à lire, mais les gens "normaux" se sont mutuellement portés assistance. Ceci dit, il n'est pas évident que la même chose arrive en France - sauf peut-être dans les campagnes et les petits villages - en raison de la diversité des ethnies et des cultures que l'on entasse dans les grandes villes et que l'on force à vivre ensemble.

Il est toujours bon d'écouter les théories à propos de ce qui pourrait se passer lors d'un scénario catastrophe, et c'est aussi un moyen de se préparer aux diverses éventualités. Mais il est préférable d'éviter les diseurs de bonne aventure. Ils sont tellement têtus à propos de la suite à venir qu'ils ne pourront pas nous aider à diversifier nos préparatifs.



### En les autres...

- **Le fumiste** - il/elle a tout fait et tout vu ;
- **Le militant de la SPA** - ne peut ni chasser ni pêcher ;
- **Le vegan** - beaucoup trop excité pour survivre à un chaos ;
- **Le paranoïaque** - le survivaliste trop préparé qui donne l'impression d'attendre le chaos depuis trop longtemps ;
- **Le contractor** - généralement reconnaissable à sa barbe fournie ou ses lunettes noires ; vêtu en mode tactique de la tête aux pieds, portant couteaux et fusils. Il ressemble à un membre des forces spéciales, ce qu'il n'a jamais été, et agit comme si. Vous apprendrez vite qu'il est non seulement parano, mais qu'en plus, c'est un vrai branque ;
- **Le contractor-trappeur** - à mi-chemin entre l'aspirant aux opérations spéciales et le montagnard. Complètement à côté de la plaque ;
- **L'extrémiste** - dans toutes ses variantes, que ce soit des armes à feu, de Dieu, de la

mode tactique, etc. Restez calme et rationnel !

- **Le geek** - il se vante de ses compétences aux jeux vidéo. Son argument préféré : "C'est un simulateur, ça me prépare pour le chaos !" Oui, bien sûr...
- **Le yogi survivaliste** - n'a jamais pensé que quelque chose pouvait arriver, mais réalise à présent que nous n'étions pas si fous que ça. Malheureusement pour lui, il a juste un jour d'avance de biscuits Lu. On peut donc le laisser assis en tailleur là où il est sans trop de regrets.

N'hésitez pas à ajouter vos spécimens à cette liste. On trouve toute sorte de rigolos sur terre, et je suis sûr que vous aussi n'avez pas manqué d'en croiser.

Le drame de ces gens est qu'il me paraît malheureusement impossible d'éviter d'en récolter un ou plusieurs exemplaires dans un groupe de survie. D'où l'importance d'avoir un noyau de gens sûrs, les autres membres pouvant être certains de ces clowns. Un véritable chef sait tenir les faibles et les idiots à l'écart...

***Publié par Pierre Templar***